

La contribution suisse à l'élargissement – Roumanie et Bulgarie

Avec l'élargissement vers les pays d'Europe centrale et orientale, l'Union européenne tend à consolider la stabilité et la prospérité du continent européen. La Suisse profite également de ce développement visant à atténuer les disparités économiques et sociales dans l'UE. Elle y participe en accompagnant des projets et des programmes bilatéraux avec les nouveaux Etats membres. Après l'adoption du crédit-cadre par le Parlement et la négociation des accords-cadres bilatéraux en 2007, les premiers préparatifs des opérations sur le terrain ont été initiés en 2008 avec les pays ayant adhéré à l'UE en 2004 : Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Slovénie.

Pour la Roumanie et la Bulgarie, entrées dans l'UE le 1^{er} jan-

vier 2007, le Parlement a approuvé, le 7 décembre 2009, une contribution à l'élargissement de 257 millions de francs pour cinq ans, dont 181 millions vont à la Roumanie. Le soutien des projets choisis par la Suisse en accord avec ses partenaires doit permettre de réduire les fortes disparités économiques et sociales ambiantes, notamment les effets de la migration clandestine et de la criminalité transfrontalière.

La Suisse définit de manière autonome la nature et l'importance des projets. A l'égard de l'UE, seules les modalités de cette contribution complémentaire seront définies, la coopération proprement-dite relevant des accords-cadres avec chacun des deux Etats. Ils devraient être signés au premier semestre de cette année. Les domaines envisagés sont : sécurité, stabilité et soutien des réformes, environnement et infrastructures, promotion du secteur privé, ainsi que développement humain et social. Pour réaliser ces objectifs, des projets de grande envergure devront être mis sur pied. Un Fonds de parrainage est cependant réservé à des projets de niche plus modestes, réalisés par des organisations non gouvernementales locales, notamment des partenariats entre communes. Grâce au « *Swiss Contribution Office* » qui sera ouvert à Bucarest, la mise en œuvre du programme devrait être possible à partir de 2011.

Comme en 2004, pour les dix premiers pays cités, la contribution à l'élargissement pour la Roumanie et la Bulgarie ne sera pas financée par l'aide au développement, mais compensée sur le budget de la Confédération. Elle n'entraînera dès lors aucun impôt supplémentaire, ni dette nouvelle.

Malgré leur grande pauvreté, la Bulgarie et la Roumanie connaissent une croissance soutenue permettant d'entrevoir aussi un potentiel de partenariat commercial non négligeable. L'engagement solidaire de la Suisse et des Suisses ouvre aux associations OVR-CH des perspectives nouvelles pour consolider leurs partenariats en Roumanie et leur donner un nouvel essor. Il incombera aux partenaires roumains des associations OVR-CH et à OVR-Roumanie de s'investir pour bâtir et défendre des projets solides en faveur de leurs collectivités.

Rose-Marie Koch

[\[http://www.contribution-enlargement.admin.ch/fr/Home/Pays\]](http://www.contribution-enlargement.admin.ch/fr/Home/Pays)

Sommaire

- Edito

La contribution suisse à l'élargissement – Roumanie et Bulgarie

- Assemblée générale d'OVR-CH

La ville de Moutier nous accueille

- Francisc Giurgiu

Interview du Président d'OVR-RO dans une revue roumaine

- Dacian Cioleş

Commissaire européen à l'agriculture

- Nouvelles des partenariats OVR-CH

Trélex – Nendaz

- Mihai Eminescu

A la découverte d'une étoile

- Herta Müller

Le Prix Nobel de littérature à une Souabe du Banat

- Eglises fortifiées saxonnes

A la découverte de l'héritage saxon en Transylvanie

- Développement rural et agriculture

Pour atténuer la crise économique et financière...

Textes : Danielle ERNST, Rose-Marie KOCH, Pascal PRAZ, Păun Ion OTIMAN, Ion Longin POPESCU, Hubert ROSSEL

Traductions : Christiane BÉGUIN, Liliana & Alain NICOLA, Hubert ROSSEL

Photos : Christiane BÉGUIN, N. CARNAL, Hubert ROSSEL,
www.axentesever.tk

Mise en page : Hubert ROSSEL

Assemblée générale d'OVR-CH

La Ville de Moutier nous accueille



Photo: N. CARNAL

A l'invitation de la Ville de Moutier et de sa « Commission Roumanie », l'Assemblée générale d'OVR-CH se déroulera cette année dans le Jura. Une délégation de Chiril (SV) est accueillie à Moutier pour l'occasion.

Le Comité OVR-CH encourage ses membres à participer nombreux à cette réunion, particulièrement importante cette année, alors que se met en place le contrat-cadre définissant la contribution fédérale à l'élargissement qui réserve aux partenariats OVR une belle opportunité de prendre un nouvel essor.

L'après-midi, des experts compétents développeront la marche à suivre pour assurer l'éligibilité des projets, définiront les modalités d'accès aux crédits, signaleront les erreurs à éviter, etc. etc...

**Par le train ou par la route,
l'accès à Moutier est facile et rapide**

Avec la « Commission Roumanie » de Moutier, votre Comité se réjouit de vous accueillir !

Rose-Marie KOCH

*

* *

Moutier, cité-clairière ouverte au cœur de l'Arc jurassien

Moutier concentre toutes les commodités d'une agglomération, mais la sérénité, la sécurité, l'humanité, la convivialité d'une petite ville. Un microclimat qui allie l'ensoleillement généreux de la montagne et la douceur de la moyenne altitude. Le potentiel professionnel d'un centre industriel mais la qualité de vie d'un cadre naturel somptueux et préservé. Une tradition culturelle vivace.

La cité a pour origine l'abbaye de Moutier-Grandval, un monastère fondé au VII^e siècle, qui fut au Moyen Age un centre intellectuel et religieux de l'importance de Saint-Gall et dont il reste la chapelle de Chalière, ornée de fresques du XI^e siècle, et les voûtes romanes de la collégiale.

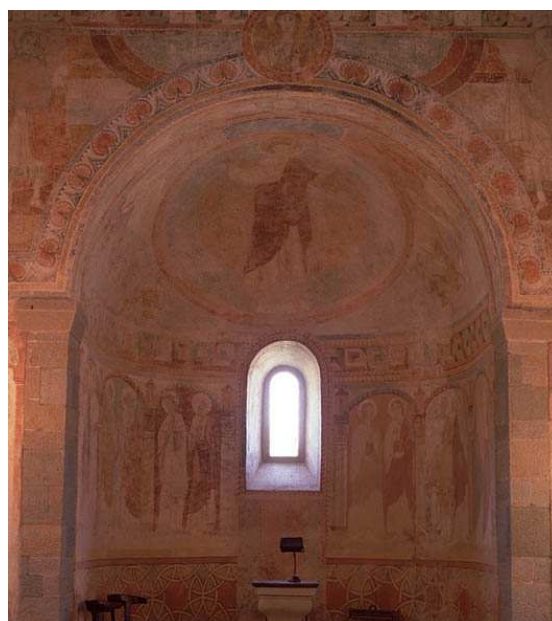


Photo: N. CARNAL

Fresques du XI^e siècle, vestiges de l'ancien monastère

Véritable synthèse des charmes de la nature jurassienne, Moutier allie la douceur de son val grand ouvert et la sérénité de ses crêtes boisées aux sauvages escarpements des spectaculaires cluses creusées par la Birse. Les gorges de Moutier et de Court sont un site géologique d'importance européenne, qui recèle de nombreuses traces de dinosaures et constitue aussi un paradis de l'escalade.

Moutier est le siège du Tribunal de district et de multiples services administratifs et institutions publiques, ainsi qu'un centre de formation scolaire et professionnelle et un centre hospitalier.

Sa vocation d'interface entre les communautés politiques, linguistiques, confessionnelles et culturelles du Jura géographique s'affirme aujourd'hui par le rôle-clé que joue Moutier dans le processus de rééquilibrage régional. La



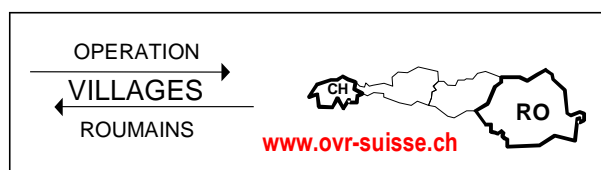
Photo: N. CARNAL

Moutier et sa célèbre cluse

Moutier est le berceau mondial du tour automatique, auquel est consacré un musée, et reste un pôle du décolletage, de la machine-outil, des microtechniques et de l'horlogerie. Le SIAMS, son Salon international des industries de l'automation, de la microtechnique et de la sous-traitance confirme tous les deux ans le rayonnement de ce savoir-faire spécifique.

citée est le siège de l'Assemblée interjurassienne. Elle abrite déjà depuis de nombreuses années le Musée jurassien des beaux-arts.

[Source : www.moutier.ch]



Francisc Giurgiu

« 20 ans après la chute du régime communiste, le village roumain traditionnel risque d'être effacé de la carte du pays »

Interview du Président de section roumaine de l'Association internationale « Opération Villages roumains », parue dans le revue roumaine *Formula AS*¹

Parmi les grandes absences de réalisations de la classe politique roumaine de ces vingt dernières années, on dénombre aussi le manque d'intérêt pour le développement durable et homogène du village. Bien que beaucoup de politiciens soient nés à la campagne, il est révoltant de constater avec quelle indifférence, non-implication et ignorance (accompagnées constamment de manque de goût), ils ont traité, dans des lois et des ordonnances, l'espace rural roumain. Malgré l'énorme expérience de développement rural de l'entre-deux guerres, pouvant



Photo: Hubert ROSSEL

servir à n'importe qui comme source d'inspiration, les hommes de lois de Dâmbovița, manquant de culture et d'esprit visionnaire, n'ont pas su répondre à un appel de leur époque. En même temps que l'invasion généralisée du kitch dans la construction, l'architecture, le tourisme et la vie de tous les jours, la laideur et la pauvreté apparaissent en tête des villages de notre patrie. La terre est restée incultivée, les us et coutumes ont été oubliés, la petite production écologique a été laissée dans une confusion désolante, et dans le même temps, la disparition du village traditionnel et de la ferme paysanne n'a intéressé personne. Même le tourisme

n'a pas été encouragé par des lois claires, avec pour conséquence que des villages de montagne, urbanisés par l'implantation non inspirée de pensions de prestige, de toutes formes et de toutes couleurs, offrent l'image d'un chaos architectural faisant triompher le mauvais goût. La maladie du village roumain est pesante et, en partie, déjà incurable. Avant qu'il ne soit définitivement trop tard, les politiciens sont appelés à ouvrir les yeux sur un trésor mourant, dans lequel on retrouve notre identité nationale. C'est, du moins, l'appel adressé aux autorités par **Francisc Giurgiu**, le Président de la section roumaine d'« Opération Villages Roumains ».

« Les paysans roumains ne peuvent pas satisfaire aux exigences des banques, même s'ils se vendaient eux-mêmes ! »

– *Nous nous rappelons de la radio Europa Liberă et que l'association « Opération Villages Roumains » (OVR) a lutté pour le sauvetage des villages roumains menacés par la prétendue « systématisation » de Ceaușescu. De nos jours, quel but poursuit OVR en Roumanie ?*

– Opération Villages Roumains est apparu en février 1989 et représentait, à cette époque, un mouvement de protestation européen (des Belges, Français, Suisses, Hollandais, Britanniques), face aux aberrantes mesures de destruction des villages roumains prises par Ceaușescu. 20 ans après ces actions sans précédent, il est important de nous souvenir de cet extraordinaire phénomène de solidarité et de mobilisation de volontaires occidentaux, à travers l'action d'adoption de villages roumains pour les sauver des bulldozers. Environ 3000 communes occidentales ont « adopté » chacune une commune roumaine ! Opération Villages Roumains de Roumanie s'est constituée en tant qu'association en 1994, à Timișoara. Son premier président a été l'Académicien Păun Ion Otiman, aujourd'hui Secrétaire général de l'Académie Roumaine. L'association a eu, et a encore à ce jour, comme but principal le développement des rela-

¹L'article nous a été envoyé par Francisc Giurgiu. L'interview a paru dans : *Formula AS*, București Anul XIX, nr. 890, octobre 2009, p. 3.

tions entre les communes occidentales et les villages de Roumanie, la conservation et la préservation de la spécificité, de l'authenticité du village traditionnel roumain de n'importe quelle zone géographique du pays, de même que le développement durable (sous l'aspect économique, de l'infrastructure, de l'environnement et du tourisme rural). Il est bien connu que l'intégration de la Roumanie dans l'Union européenne a aussi été préparée, dans une mesure appréciable, par les partenariats ruraux roumano-occidentaux promus fortement par OVR dans les milieux politiques de Bruxelles.

– Quelles sont vos observations concernant l'évolution économique du village roumain ces 20 dernières années ?

– Il est triste de constater que, après 1990, le village roumain, qui était déjà soumis à une transformation et une systématisation de type communiste, a continué à se dégrader, dégradation qui d'ailleurs continue aujourd'hui, deux ans après l'entrée de la Roumanie dans l'UE. Le monde rural roumain est miné par des lois du fonds foncier sujettes à caution, par le manque d'une politique nationale cohérente dans le domaine du développement durable et de l'évaluation des nécessités du village après 1990. Parallèlement, la non-implication du gouvernement dans le maintien d'une forme de vie associative dans l'agriculture et la destruction de toutes les bases agricoles ont contribué en plein à la dégradation du village. D'un autre côté, d'année en année, des millions d'hectares de terre arable n'ont pas été cultivés à cause de l'impossibilité pour les paysans de se procurer tracteurs et machines agricoles, et parce qu'ils ne peuvent pas remplir les exigences des banques, même s'ils se vendaient eux-mêmes. Encore plus triste est le fait que l'accession aux fonds européens non remboursables, est désolante. Combien de paysans sont en mesure d'établir un projet ou de payer des spécialistes pour cette élaboration ?

« Certains croient que la modernisation du village signifie tourner une bande de béton sur une clairière en fleurs »

– Après 1990, la furie des nouvelles constructions a aussi englobé les villages. Les citadins et les villageois ont construit contre la montre, chacun n'en faisant qu'à sa tête, avec un total manque de respect pour l'architecture traditionnelle. Que dit OVR-Roumanie sur ce phénomène ?

– Le respect et l'application des normes dans le domaine des constructions laissent beaucoup à désirer dans les villages roumains, d'ailleurs dans les villes aussi. A ce jour encore, certaines communes n'ont pas de Plan définitif d'urbanisme (PUG), beaucoup de constructions étant disséminées de manière chaotique à l'extérieur des localités. Cas unique en Europe, votée, on le dirait, à la commande de la mafia de l'immobilier, la loi roumaine sur l'urbanisme permet que les plans d'urbanisme de zone soit élaborés suite à une initiative privée et non pas par

les autorités locales ! Cette situation conduit à énormément d'abus de la part des mairies dans le domaine des biens du patrimoine, tant dans le milieu rural que urbain. Partout dans le monde, les constructions représentatives de l'architecture font partie du patrimoine culturel. Dans d'autres Etats de l'UE, des villages entiers, avec toutes leurs activités agricoles, font partie intégrante du patrimoine, conservant ainsi leur architecture et leurs traditions locales. En Roumanie, 20 ans après la chute du régime communiste, le village roumain traditionnel risque d'être effacé de la carte du pays. Je pense à la commune de Roşia Montană, victime de la corruption et de la cupidité des politiciens, aux villages des environs d'Ocna Mari et à beaucoup d'autres. Les copies de constructions d'autres pays, qui ne peuvent s'intégrer ou s'adapter à l'architecture locale représentent aussi une forme de disparition du village roumain de la carte, par la perte de l'architecture traditionnelle et de la spécificité des zones et régions. La destruction de l'identité du village roumain est déjà un fait dramatique à voir, pourtant OVR a toujours attiré l'attention sur cette catastrophe dans les manifestations ayant pour thème le développement rural.

– Les travaux de développement rural financés par l'UE, apportent eau, gaz, canalisation, câble TV, Internet, asphalte dans toujours plus de communes. Pourquoi ceux-ci sont-ils associés à la destruction du village traditionnel ?

– Parce qu'ils sont faits au petit bonheur, ils ne tiennent pas compte du plan d'urbanisme général (là où il existe). Parce que les mairies n'ont pas dans leurs vues le maintien des façades des maisons anciennes, du charme nostalgique des routes secondaires, des ruelles, des fenils, des puits (pensons à ceux de Bucovine !), des étables de bois, etc. Certains croient que la modernisation du village signifie la destruction de sa mémoire, et que c'est pareil que de tourner une bande de béton sur une clairière en fleurs. Pourquoi couler le béton là où la tradition nous demande d'utiliser du bois et de la pierre, du mortier et des briques, se trouvant en abondance dans la plupart des villages roumains ? Comme les villages « saxons » sis autour des églises fortifiées sont beaux et bien organisés ; ils représentent l'élément principal de l'architecture locale ! Pourquoi ne prenons-nous pas exemple sur ces espaces idéaux d'habitation ? Si l'Etat n'intervient pas en urgence avec une législation et des mesures concrètes dans ce domaine, la Roumanie risque une uniformisation et, dans un proche avenir, nous ne saurions plus reconnaître si nous sommes en Bucovine, dans le Maramureş ou dans le Delta du Danube. Partout nous trouverons les mêmes constructions, la même architecture, les mêmes matériaux, sans aucune différence d'une région à l'autre. A l'occasion de différents séminaires et réunions d'OVR, nous avons proposé, au niveau des ministères et des agences régionales, de constituer un département indépendant de l'Etat, qui ait comme but principal l'urbanisme, l'environnement, l'agriculture et le développement durable en milieu rural. Ce département, conduit par des spécialistes et non des politiciens, suivrait et surveillerait le

respect strict de l'identité du village et du patrimoine, avec toutes les composantes des actions de sauvegarde, s'il y a encore quelque chose à sauver.

– *A côté des maisons d'habitation, peintes dans les couleurs les plus criantes, des pensions touristiques sont apparues, parmi lesquelles beaucoup n'ont rien en commun avec la spécificité du lieu. N'existe-t-il pas, dans ce domaine non plus, une vision et une législation adéquates ?*

– On le sait bien, dans les zones à grand potentiel touristique, une forme de « tourisme rural » a pris son essor, qui, de fait, n'a pas comme but principal la mise en valeur des traditions et spécificités des zones respectives, mais seulement l'aspect économique du profit sur le moment, conduisant ainsi à la dégradation constante et rapide des valeurs du patrimoine. Toute personne avec un minimum de connaissances historiques et géographiques, et un minimum de respect pour les traditions et l'authenticité, peut aisément observer le chaos et la discordance entre l'authentique, le traditionnel et le kitch, qui est apparu comme champignons après la pluie. Dans la plupart des cas, les pensions soit-disant agrotouristiques ne font rien d'autre que de compromettre et enlaidir la beauté des maisons traditionnelles ; les produits alimentaires spécifiques, naturels et écologiques étant remplacés, par ordre et sous le contrôle de l'agence nationale vétérinaire, par des produits des supermarchés. Où sont les villages qui auraient dû être conservés et protégés par la loi ? Où sont ces propriétaires que l'Etat aurait dû stimuler financièrement pour qu'ils ne détruisent pas les anciennes maisons, mais les restaurent, les transformant en véritables pensions touristiques ? Personne n'a réagi, à commencer par les autorités locales et jusqu'aux autorités centrales, quand des maisons de valeur inestimable du Maramureș ont été achetées pour rien, démontées et emmenées en Italie ou en Espagne, où elles servent justement de pensions romantiques, étant louées

à mille euros la nuit.

« Où sont les villages qui auraient dû être conservés et protégés par la loi ? Où sont ces propriétaires que l'Etat aurait dû stimuler financièrement pour qu'ils ne démolissent pas les anciennes maisons ? »

– *Les Roumains sont-ils recalés en ce qui concerne la conservation du patrimoine construit, comme ils l'ont été dans le domaine des richesses du sous-sol, déjà donné en concession à certaines compagnies étrangères ?*

– Votre question contient déjà la réponse... Si le village avec sa forme d'organisation traditionnelle vient à disparaître, nous arriverons certainement à la perte de notre identité de nation, parce que, seul, le village fait la différence entre les peuples européens ! La globalisation et les effets de la crise économique sont des éléments qui contribuent, de plein fouet, à la dégradation du monde rural roumain, les paysans producteurs devenant en une nuit des paysans consommateurs. 20 ans après la Révolution de décembre, le village roumain est resté dans la même situation, non aidé, oublié de la classe politique, bien que le 45% de la population de la Roumanie vive à la campagne. Le seul changement essentiel, c'est que les paysans ont vieilli, attendant en vain de voir poindre une petite lumière au bout du tunnel.

Ion Longin POPESCU
Traduction: Christiane BÉGUIN

Dacian Cioloș

Commissaire européen à l'agriculture

Les lecteurs qui ont pris connaissance du contenu du Réseau « Numéro spécial – Été 2009 » se souviennent vraisemblablement de Dacian Cioloș, ministre de l'Agriculture entre octobre 2007 et décembre 2008. Il avait écrit un article pour notre revue, qui jetait un regard sur le passé de l'OVR et sur celui de l'agriculture roumaine durant les deux dernières décennies. Il avait aussi attiré notre attention sur le développement rural, particulièrement sur les Groupes d'Action Locale (GAL) et leur intégration dans les différents programmes européens LEADER. Ces questions sont toujours l'objet de nos préoccupations et nous en parlerons encore tout prochainement, lors de notre Assemblée générale de Moutier !

Désigné au poste de commissaire européen à l'Agriculture et au Développement rural, Dacian Cioloș (40 ans) a déclaré, lors de son audition par la commission spécialisée du Parlement européen, à Bruxelles, que sa principale priorité était de redéfinir la Politique Agricole Commune (PAC) après 2013, qui doit être robuste et équilibrée. Il est aussi d'avis que les paiements directs doivent assurer une stabilité minimale des revenus des agriculteurs. Sa proposition à la Commission a été validée par le plénum du Parlement européen, le 26 janvier dernier. Dacian Cioloș est ainsi devenu le commissaire européen le plus jeune et le premier responsable des questions agricoles de l'UE originaire d'un pays de l'ancienne « Europe de l'Est ».

Hubert ROSSEL

Nouvelles des partenariats OVR-CH

Nendaz (VS) – Gherla (CJ)

Tiré du Bulletin d'information N° 39 – Mars 2010 de l'Association d'amitié Nendaz & environs – Gherla & environs

3 associations valaisannes collaborent en faveur des « Pays de l'Est »

L'Association « Istok » de Vionnaz œuvre en faveur des enfants de Biélorussie, « Entr-Aides » de Martigny accompagne, ainsi que soutient des projets de jeunes, dans les pays de l'Est, et l'« Association d'amitié Nendaz-Gherla » est active en Roumanie.

Les 3 Associations ont décidé de partager les compétences et les expériences de chacun.

Pour 2010, plusieurs actions sont prévues :

Juin

Action pompiers par l'Association Nendaz-Gherla en faveur de la ville roumaine de Gherla. Le camion d'Istok servira au transport de matériel alors que l'Association Nendaz-Gherla acheminera deux véhicules « tonne-pompe » qui seront remis aux autorités de la ville pour remplacer les véhicules actuels qui datent des années 60.

ASSOCIATION D'AMITIE

NENDAZ
et
environs



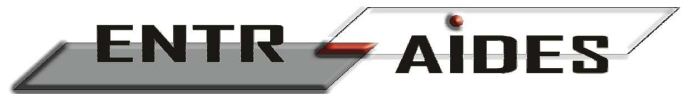
GHERLA
si
imprejurimi

Juillet /Août

Accueil, comme chaque année par Istok, d'enfants de Biélorussie. Cette année quelques enfants de Gherla (Roumanie) participeront à cette expérience à Vionnaz, alors qu'un « mini camp » de 2 jours regroupera tous les enfants à Nendaz.

Octobre

Projet et voyage de jeunes de l'Ecole de Commerce et de Culture Générale de Martigny. Les associations Entr-Aides et



Istok organise en partenariat cette action qui permettra d'acheminer du matériel (scolaire, etc) en Moldavie, ainsi que de permettre aux jeunes d'acheter du matériel sur place en faveur de familles et de personnes âgées nécessiteuses. Au retour, une action, en collaboration avec l'Association Nendaz-Gherla, sera également effectuée en Roumanie en faveur des enfants (cartables garnis et soutien financier apportés par Entr-Aides) et des pensionnaires de la maison de retraite de Gherla (sortie détente offerte par Nendaz-Gherla).

L'autocar et le camion d'Istok seront en mains d'un staff de conducteurs d'Istok et serviront à acheminer le groupe des jeunes et le matériel. Istok prendra également en charge les frais de route, alors que tant l'accueil en Moldavie que l'achat de matériel sera du ressort des jeunes et de l'association Entr-Aides.

Partager les expériences, unir les forces...

Pour être solidaires...

Pascal PRAZ,
Président de Nendaz-Gherla

Cédric BONNÉBAULT,
Président de Entr-Aides

Serge CLEUSIX,
Président de Istok



Trélex (VD) – Gălăuțaș (HR)

Tiré du Bulletin N° 15 - Février 2009 de l'Association Trélex – Gălăuțaș

Là-bas – Nos activités

Sept jeunes ont bénéficié de notre soutien sous forme de bourses pour leurs études. L'un d'entre eux terminera cette année sa formation de médecin-dentiste.

Notre aide a continué aussi pour nos douze « petits vieux » qui reçoivent des aliments représentant CHF 10,- par mois et par personne, ainsi qu'une aide médicale.

Nous avons poursuivi aussi notre soutien au Club de karaté, sport qui promeut le respect, la discipline, l'effort.

Le cabinet dentaire fonctionne à notre entière satisfaction. Après le départ de Gabriela, dentiste pendant cinq ans et demi, un jeune couple (elle dentiste, lui mécanicien-dentiste) travaille dans notre cabinet. Comme demandé, elle soigne gratuitement les enfants du villages quelques jours par mois.

L'usine « Colem » (traitement de bois, meubles, panneaux), un exemple de modernisme dans les années 1950-1960, a définitivement fermé ses portes, n'ayant pas modernisé ses installations. 280 personnes sont ainsi sans emploi.

Simona, une des boursières, après une licence et un master en français, enseigne actuellement dans un lycée de la ville voisine. Elle a organisé un voyage de quelques jours à Paris avec une quinzaine d'élèves de ses classes de français. Bel esprit d'entreprise !

Gălăuțaș se modernise. La mairie a subi une cure de jouvence, le bâtiment de l'école enfantine possède de nouvelles fenêtres, le collège a des WC rutilants..., mais pas encore d'eau ! Nous avons donc renoncé à financer la construction de l'annexe à l'école qui devait abriter des sanitaires.

Nous avons également à cœur la création d'une garderie. Le local proposé par la mairie nécessitera une rénovation complète ainsi que son aménagement intérieur. A cet effet, nous possédons déjà un important stock de jeux didactiques et de jouets.

Une petite somme a permis au professeur de biologie de créer des panneaux pour sensibiliser les élèves à l'écologie. Ils sont accrochés au mur dans les couloirs de l'école.

De modestes allocations mensuelles ont été attribuées à trois familles particulièrement démunies pour l'achat de produits d'hygiène de base.

Nous avons organisé deux transports contenant divers matériels, notamment des skis et chaussures, ainsi que des dictionnaires pour les classes d'un lycée et une méthodologie complète pour l'enseignement de l'anglais à disposition des professeurs.

Actualité

Et maintenant, où en est la Roumanie, après son entrée dans l'Union européenne ? Après la flambée d'espoir et l'allégresse qui ont marqué le 1^{er} janvier 2007, le souffle est retombé. Les dirigeants n'ont pas tenu leur promesse, la corruption est un problème récurrent à tous les niveaux, le système de santé est moribond et l'état des routes calamiteux (à part les grands axes). La déception est grande pour la majorité des Roumains ; ils ont perdu espoir en leurs dirigeants. Preuve en est la désaffection lors des dernières élections législatives. Seulement 39% des Roumains se sont déplacés, alors qu'ils étaient 86% en 1990, lors du premier vote « libre », mettant tous leurs espoirs dans la démocratie naissante.

Hélas, la récession en Europe commence aussi à se manifester en Roumanie à l'exception du secteur de la construction qui est épargné, particulièrement dans les villes. Depuis octobre 2008, des milliers de travailleurs rentrent d'Italie et d'Espagne où ils ne sont plus les bienvenus. Par contre, de nombreux jeunes qualifiés affirment vouloir rester en Roumanie pour participer au développement de leur pays.

Danielle ERNST



Sărbători Fericeite, pline de pace și înțelegere !

Mihai Eminescu

à la découverte d'une étoile

Vendredi 15 janvier 2010, s'est tenue sur le « Quai des poètes » à Vevey, la traditionnelle cérémonie à la mémoire du poète roumain Mihai Eminescu (1850-1889). Cette année marquait le 160^e anniversaire de sa naissance, mais aussi le 10^e anniversaire de la pose de son buste, sculpté par Andreia Bove.



La manifestation était rehaussée par la présence de SE Monsieur Ionel Nicu SAVA, Ambassadeur de Roumanie à Berne, de Madame Tatiana LAPICUS, Ambassadeur de Moldavie près la Mission permanente à l'ONU, et des Autorités

municipales veveysannes.

Les participants ont également pu découvrir le triptyque roumain situé en ville de Vevey, réunissant le poète Mihai Eminescu, la poétesse et romancière Anna-E. de Noailles et la musicienne Clara Haskil.

A l'invitation de l'Association moldo-roumaine de Suisse « Mihai Eminescu », deux soirées dédiées à la culture roumanophone (musique, photos, danse, littérature) étaient proposées au public. Des vins et des plats moldaves purent aussi être dégustés.

Les vingt ans de l'activité de l'**Association OVR Vevey-Goicea**, prioritairement consacrée aux écoles et à la jeunesse, furent également évoqués. En 2010, la coopération est poursuivie dans le respect des us et des coutumes locales et en privilégiant les rapports humains.

Ses buts demeurent :

- aider prioritairement les enfants tant sur le plan matériel que culturel ;
- soutenir activement des projets bénéficiant au plus grand nombre d'habitants possible ;
- susciter des échanges favorisant une amélioration de la démocratie basée sur les besoins de l'Autre ;
- optimiser des propositions d'intérêts général.

Rose-Marie KOCH



Photo: Alex DÉCOTTE

Il nous reste encore quelques DVD sur l'histoire des 20 ans d'Opération Villages Roumains en Suisse. Les étapes marquantes des relations avec nos partenaires roumains sont présentées au moyen de quelques exemples spécifiques. Ce choix subjectif a été établi et monté par Alex DÉCOTTE, sur la base des différents documents que nos associations ont bien voulu faire parvenir au Comité OVR-CH.

Nous vous rappelons que la vente de ce DVD se fait au bénéfice de la « Maison OVR » ! Il sera disponible au cours de l'Assemblée générale ; mais il est aussi possible de le commander au Secrétariat OVR-CH.

Herta MÜLLER

Le Prix Nobel de littérature 2009 à une Souabe du Banat

Je ne me suis jamais senti l'âme d'un critique littéraire. Aussi ce n'est pas aujourd'hui que je vais me lancer dans cet exercice. Je suis d'ailleurs totalement étranger aux prix littéraires accordés par telle ou telle assemblée, cercle ou maison d'édition... Mais un prix Nobel, fut-il de littérature, c'est autre chose. Oserais-je dire que, de façon prioritaire, cela n'a finalement pas grand chose à voir avec le style de l'auteur, tout respect gardé envers les différents écrivains qui le reçoivent... Le cas du prix de Littérature décerné à Herta MÜLLER me semble assez révélateur de ce cas de figure.

La première réaction de l'auteur, à l'annonce de l'attribution de ce prix, fut d'exprimer son étonnement ; elle n'arrivait pas à y croire ! Personnellement, j'étais aussi étonné que le prix fut accordé à quelqu'un de si peu connu, particulièrement dans le monde francophone, mais j'étais heureux qu'il le fut à un membre de la minorité germanophone de Roumanie. Seuls, trois ouvrages de Herta Müller avaient été traduits en français avant l'attribution du prix (mais cela va changer !) et il se fait que j'en ai lu un : *L'homme est un grand faisan sur terre*. Je n'avais pas été emballé par la forme littéraire du texte (mais peut-être est-ce une question de traduction) ; j'avais trouvé le style fort haché, formé de petites phrases courtes, un peu comme des rafales de mitraillette ou les copeaux taillés par un ébéniste et éjectés par les coups du ciseau à bois. Je n'avais pas compris non plus la portée du titre, ce qu'il pouvait bien vouloir faire passer comme idée.

Je n'avais pas pris la mesure de la richesse des différences culturelles utilisées par l'auteur pour se jouer de la réalité décrite et favoriser l'ambiguïté des interprétations. Ce n'est que tout récemment que j'ai appris que « ce titre est emprunté à un dicton roumain et reflète la double culture de l'écrivain : en Allemagne, le faisan évoque l'orgueil et la présomption. En Roumanie, au contraire, c'est un oiseau en fuite qui ne sait pas voler et qui se cache dans les broussailles, un perdant... »¹ Poussant plus loin encore la diversité des interprétations culturelles, je me suis rendu compte, en consultant un dictionnaire que, en français argotique, le mot *faisan* s'utilise aussi pour parler d'un « drôle d'oiseau qui

plume les pigeons » et que le terme est « déjà employé ironiquement par les auteurs comiques pour désigner un délateur »². Voilà donc un titre prémoniteur qui va bien au-delà des sens contenus dans les cultures roumaine et allemande. S'appliquant à la Roumanie de l'époque de Ceaușescu, cela vaut aussi son pesant d'or, pour qui comprend et accepte l'ironie et la dérision. Les Roumains sont de ceux-là et ces deux « valeurs » sont vraiment universelles...

Une Allemande roumaine ou une Roumaine allemande ?

Herta Müller est née à Niczki Dorf/Nițchidorf, dans le Banat roumain. Elle fait partie de la minorité souabe concentrée dans le sud-ouest du pays. A l'époque de sa naissance (1953), il n'y avait plus que 250 000 Allemands d'origine saxonne et souabe en Roumanie, alors qu'ils étaient encore près de 750 000 en 1930. C'est la Seconde Guerre mondiale et le nazisme qui poussèrent à l'émigration de nombreux Allemands du pays. La Roumanie fut en effet l'alliée du régime d'Hitler et l'arrivée ultérieure des Soviétiques favorisa les persécutions vis-à-vis de cette communauté minoritaire ; elles se poursuivirent durant la période communiste et atteignirent un sommet sous le régime de Ceaușescu. Durant les



Photo: AFP

décennies 1970 et 1980, ce sont près de 15 000 Roumains d'origine allemande qui ont quitté la Roumanie chaque année. Herta Müller quitta le pays en 1987, ne supportant plus la pression de la Securitate, victime de la censure, profitant du « marchandage » passé entre la République Fédérale (RFA) et le régime roumain, qui vendait ses minoritaires allemands pour 8 000 DM d'alors, à raison de 12 000 visas accordés chaque année. A la chute de Ceaușescu, en 1989,

¹ VALENTINI Ruth, *L'étrange parcours de Herta Müller*, <http://bibliobs.nouvelobs.com/2009/10/08/15113/letrange-parcours-de-herta-muller>.

² EDOUARD Robert, *Dictionnaire des injures*, Tchou, Paris, 1970, p. 433.

100 000 « germanophones » profitèrent encore de la levée des restrictions pour émigrer définitivement vers l'Allemagne qui les accueillait. Lors du recensement de 2002, la minorité germanophone, Saxons et Souabes confondus, comptait moins de 60 000 personnes. Quant à Niczkidorf/Nițchidorf, village qui était quasi exclusivement allemand, il ne comporte plus actuellement que 10 membres de la minorité souabe sur 1500 habitants, selon le maire³.

Et Herta Müller, qui s'est exilée en 1987 et qui réside à Berlin depuis lors, est-elle une Allemande roumaine, de Roumanie, ou une Roumaine allemande, de la minorité souabe ? Le choix de quitter son pays de naissance pour rejoindre son pays de résidence actuel semble, à première vue, donner la réponse à cette question. Mais s'agit-il vraiment d'un choix, vu le contexte de la Securitate ou de la lutte pour la survie, pour l'expression de la liberté personnelle et de la liberté culturelle ? D'ailleurs, elle n'a pas renié ses origines, ni rejeté le pays qui l'a vu naître, mais bien le régime qui y sévissait !

Toute son œuvre parle de la Roumanie et de la région du Banat, mais pour y dénoncer le sort réservé aux minorités germanophones du pays, après la Seconde Guerre mondiale et durant la période particulièrement sombre de la dictature roumaine. Et c'est bien ce témoignage que le comité du Nobel suédois a voulu reconnaître et valoriser en donnant le prix de littérature à l'« ensemble de l'œuvre » de Herta Müller. La dimension géopolitique est évidente, au-delà du prix littéraire, sinon, pourquoi lui aurait-on attribué ce prix juste l'année du 20^e anniversaire de la chute du dictateur et de son régime, tant honni et décrié par elle ?

La force des mots et le « cercle vicieux » des mots

Herta Müller a toujours été attirée par la puissance des mots. N'avait-elle pas quitté son village natal pour étudier les littératures allemande et roumaine à l'université de Timișoara ? Elle a aussi toujours voulu défendre la liberté d'expression pour tous sous la dictature. N'est-elle pas devenue membre du *Aktiongruppe Banat*, dans ce but ? Malgré les « tracasseries » administratives, si on ose utiliser ce mot, tant on sait ce qu'il recouvrait...

Le texte qu'elle a lu lors de la réception de son prix, à Stockholm, est très révélateur de cette réalité tragique, où l'on est toujours assis entre deux chaises, où l'on ne sait jamais de quoi demain sera fait, où l'on arrive même à avoir peur d'exprimer les mots, tant ils peuvent être porteurs de mort en puissance. Ce texte puissant fait constamment référence au cercle vicieux qui sous-tend chaque mot... A première lecture, il semble être une énumération de souvenirs –

parfois refoulés dans un premier temps – qui favorisent certaines réflexions sur la situation engendrée par la dictature de Ceaușescu, on ferait mieux de dire *subie* sous cette dictature. Mais, plus on le relit, plus on prend conscience de la mise à nu des rouages de la réflexion d'un esprit qui bouillonne intérieurement mais qui ne peut s'exprimer ouvertement. Quels sont les mécanismes, engendrés par une chape de plomb politique et sociale, qui permettent aux individus de trouver du positif dans ce qui n'en contient pas au départ ? Comment une intellectuelle parvient-elle à se réfugier dans l'écriture, non pas pour échapper à la réalité mais pouvoir mieux la dénoncer ?

« *Ce qui est impossible à dire peut s'écrire, puisque l'écriture est un acte muet, un travail partant de la tête pour aller vers la main, en évitant la bouche. Sous la dictature, j'ai beaucoup parlé, surtout parce que j'avais décidé de ne pas claironner. Mes paroles ont presque toujours eu des conséquences insoutenables. Mais l'écriture a commencé par le silence, dans cet escalier d'usine où, livrée à moi-même, j'ai dû tirer de moi davantage que la parole ne le permettait. La parole ne pouvait plus exprimer ce qui se passait.* »

La force du texte lu est telle et les situations évoquées sont tellement denses et pesantes, qu'elles m'ont replongé dans cette atmosphère si particulière des conditions dans lesquelles certaines personnes, juste après la Révolution de 1989, osaient parfois s'exprimer pour nous dire ce qu'elles avaient vécu jusqu'alors, pas de façon directe – parce que nous n'aurions pas compris, nous n'aurions pas pu comprendre à ce moment –, mais par petites touches successives, à mesure que la confiance s'établissait entre nous. Leur force de caractère et leur force morale leur avaient permis de tenir, d'espérer, de vivre. Le recours au second degré, à la connivence, à l'ironie, à l'autodérision permettent de transcender la situation objective : « *Pour nous convaincre de notre propre existence, nous avons besoin d'objets, de gestes et de mots. Plus nous pouvons prendre de mots, plus nous sommes libres, tout de même. Quand notre bouche est mise à l'index, nous tentons de nous affirmer par des gestes, voire des objets. Plus malaisés à interpréter, ils n'ont rien de suspect, pendant un temps. Ils peuvent nous aider à convertir l'humiliation en une dignité qui, pendant un temps, n'a rien de suspect.* »

Importance de la dimension symbolique de son évocation, propre aux populations qui se sont trouvées dans l'obligation de tout dire et de tout faire au second degré, vu les contextes de dictature et de censure dans lesquels elles se sont trouvées. La peur des mots. Elle parle même de « *la tromperie des mots* », la peur de dire qui peut conduire à la mort ; le refuge dans l'écrit, pour coucher une réalité refusée ; le recours aux mots de l'écrit pour exprimer ce que les mots de

³ <http://www.lemonde.fr/web/depeches/0,14-0,39-40574679@7-54,0.html>.

l'oral n'osent affronter, ne peuvent affronter. « Dans l'écriture, il ne saurait être question de confiance, mais plutôt d'une franche tromperie. »

« Face à la peur de la mort, ma réaction fut une soif de vie. Une soif de mots. Seul le tourbillon des mots parvenait à formuler mon état. Il épelait ce que la bouche n'aurait su dire. Dans le cercle vicieux des mots, je talonnais le vécu jusqu'à ce qu'apparaisse une chose que je n'avais pas connue sous cette forme. Parallèle à la réalité, la pantomime des mots entre en action. Loin de respecter les dimensions réelles, elle diminue l'essentiel et amplifie ce qui est accessoire. Le cercle vicieux des mots prend ses jambes à son cou, il enseigne au vécu une sorte de logique enchantée. Sa pantomime est à la fois furieuse et anxieuse, et tout aussi avide que blasée. Le thème de la dictature entre en jeu de son propre chef, car l'évidence ne reviendra plus jamais : chacun en a été entièrement spolié ou peu s'en faut. Cette thématique est présente de façon implicite, mais ce sont les mots qui prennent possession de moi. Et ils entraînent le thème où bon leur semble. Plus rien ne va comme de juste et tout est vrai. »

Puissance du second degré

À la croisée de deux cultures, Herta Müller possède cette richesse des différences culturelles et la puissance des référents de chacune. Pour elle, c'est un jeu linguistique et sémantique que de jongler avec les mots et les idées dont ils sont porteurs, ou de passer d'une langue à l'autre en faisant s'entrecroiser les concepts. Ainsi, lorsqu'elle était traductrice dans une usine et qu'elle se retrouva éjectée de son bureau, elle se replia dans l'escalier qu'elle transforma en bureau, en posant son mouchoir sur une marche, elle dit ironiquement qu'elle en a acquis « l'esprit de l'escalier », comme si elle avait effectivement un esprit qui réagissait à retardement, quand il n'en était plus temps ! Et de se lancer dans des jeux de mots qui lui permettent de s'évader temporairement et de trouver refuge dans des glissements pseudo-sémantiques : la « beauté de la langue technique », les « noms poétiques » qui pouvaient désigner les parties des différents objets. « Ayant l'esprit de l'ESCALIER, je cherchai ce mot dans le dictionnaire pour savoir de quoi il retournait : la marche du bas est dite de DÉPART, celle du haut est la marche PALIÈRE. La partie horizontale sur laquelle on pose le pied s'appelle le GIRON, et la partie en saillie sur le nu de la contremarche est le NEZ. Le COLLET, c'est le petit côté d'une marche. Grâce aux pièces des machines-outils hydrauliques et barbouillées de graisse, je connaissais déjà les jolis termes que sont QUEUE D'ARONDE, COL DE CYGNE ; sur un tour, c'était la VIS-MÈRE qui soutenait les vis. Et j'étais tout aussi fascinée par la beauté de la langue technique, par les noms poétiques désignant les parties de l'escalier. NEZ, COLLET : l'escalier avait par conséquent un vi-

sage. Qu'est-ce qui pousse donc l'être humain à intégrer son propre visage même aux objets les plus encombrants, qu'ils soient en bois, en pierre, en béton ou en fer, et à donner à un outillage inanimé le nom de sa propre chair, à le personnifier en y voyant des parties du corps ? Les spécialistes d'une technique ont-ils besoin de cette tendresse cachée pour rendre supportable un travail ardu ? »

L'exemple de ces faux amis dans des langues différentes est aussi révélateur de son esprit subtil, liant des mots entre eux, à cause de l'assonance qu'ils présentent, alors qu'ils ont des sens différents. Ainsi « tren » (train, en roumain) et « trăn » (larme, en allemand dialectal du Banat), qui lui font dire : « le grincement des roues sur les rails m'a toujours fait penser aux pleurs ».

Dans cet univers impitoyable de la méfiance systématique et de la délation imposée par le système, Herta Müller eut à essuyer pas mal d'attaques des gens, du régime, du Parti, de la Securitate... On peut encore les supporter parce qu'on peut se défendre contre elles ; c'est une question de caractère et de volonté, dit-elle. Mais les calomnies, les rumeurs, la perfidie qu'on ne peut cerner, ce n'est plus supportable ; là, il n'y a pas de second degré possible, « La calomnie vous couvre de boue et on étouffe, faute de pouvoir se défendre ». Il n'y a plus alors que le recours aux mots, même dans les situations les plus extrêmes qui, si elles n'étaient tragiques, porteraient à rire.

« À l'usine, quand j'étais la mauvaise blague qu'on lâche dans l'escalier, avec un mouchoir pour tout bureau, j'ai aussi trouvé dans le dictionnaire le beau mot d'ÉCHELONNEMENT. Il signifie que les intérêts d'un prêt augmentent par paliers, en gravissant des échelons. Ces intérêts croissants sont pour l'un des débours, et pour l'autre des rentrées. Dans l'écriture, ce sont les deux, à mesure que je me plonge dans le texte. Plus j'écris me dévalise, plus il montre au vécu ce qu'il n'y avait pas dans ce qu'on vivait. Seuls les mots le découvrent, vu qu'ils ne le savaient pas auparavant. C'est lorsqu'ils surprennent le vécu qu'ils le reflètent le mieux. Ils deviennent si concluants que le vécu doit s'agripper à eux pour ne pas se désintéresser. »

« Chaque mot en sait long sur le cercle vicieux » est le titre donné à cette intervention de Herta Müller, le jour de la réception de son prix littéraire. Elle est une longue réflexion sur la vie vécue dans cet enfer pesant de la répression et de la suspicion, avec le mouchoir comme fil rouge, cet « objet ambigu » que l'on utilise dans pratiquement toutes les circonstances de la vie et qui est porteur de toutes une série de significations cachées que, seuls, les utilisateurs de connivence peuvent comprendre au second degré. Comme toujours !...

Les épisodes sont trop nombreux pour être repris ici, mais ils sont tous aussi forts les uns que les autres. Qu'il s'agisse de la question systématique que lui posait sa mère quand elle quittait la maison, petite fille : « *La question "Tu as un mouchoir ?" était un mot tendre détourné* » ; le cas, vu précédemment, du mouchoir qui lui servait de bureau : « *avec un mouchoir pour tout bureau* » ; l'épisode de ce mouchoir de batiste donné par une vieille mère russe à un prisonnier, déporté dans un camp de travail soviétique, qui l'a conservé



Photo: Bernd Weissbrod/DPA/ABACAPRESS.COM

comme une relique : « *Pourquoi ? Son mouchoir blanc était l'espoir et la peur. Abandonner l'espoir ou la peur, c'est mourir* » ; ou encore le cas de sa mère qui, enfermée toute une journée dans le bureau d'un policier, nettoya la pièce avec son mouchoir car elle était sale : « *J'ai compris que cette humiliation supplémentaire, mais délibérée, lui avait permis de garder sa dignité lors de son arrestation* ». Je ne saurais trop vous encourager à prendre connaissance de ce texte sur le site Internet de la Fondation Nobel où il est en libre accès⁴, tant il est révélateur, à la fois de l'esprit de l'auteur et de l'atmosphère spécifique à cette période. Il permet aussi de se faire une bonne idée de ce que l'on va retrouver dans les différents ouvrages de l'auteur.

L'opposition continue, la dénonciation aussi

Herta Müller a mené un long combat contre la Securitate depuis son enfance, en Roumanie avant son exil puis, par la suite, en Allemagne où elle a encore été poursuivie par différents agents. Mais elle continue à dénoncer la mentalité communiste et l'esprit « sécuritariste » qui perdurent dans la politique actuelle du pouvoir roumain.

Cela fait plusieurs années que Marius Oprea, historien et archéologue, s'est spécialisé dans l'histoire du communisme en Roumanie, avant et après la Révolution de 1989. Sa thèse de doctorat portait déjà sur le rôle et l'évolution de la police secrète roumaine, entre 1948 et 1964. Il a fondé l'Institut pour l'Investigation des Crimes du Communisme en Roumanie (IICCR) et en était le directeur. Il faut mettre le

verbe au passé car, pour des raisons de politique interne roumaine, le Premier ministre a signé, en février dernier, la destitution de Marius Oprea. Ses travaux d'investigation, de recherche et, surtout, de fouilles archéologiques pour retrouver les cadavres des personnes exécutées par la Securitate dérangeaient trop de monde !

La volonté de cet homme indépendant du pouvoir et inébranlable dans sa volonté de vouloir faire la lumière sur le passé communiste de son pays a été coupée par le refus des autorités d'accepter ce passé et d'assumer leurs responsabilités. Le combat mené par cet homme, surnommé le « chasseur de la Securitate » s'inscrit dans le même esprit que celui qu'a mené Herta Müller tout au long de sa vie. Les moyens ne sont pas les mêmes, mais le but poursuivi est bien similaire. Il ne faut donc pas s'étonner de la réaction du prix Nobel de littérature qui n'a pas hésité à affirmer que « *Le départ de Marius Oprea, est encore une bataille gagnée par les structures de l'ancien régime* »⁵.

Le prix reçu par Herta Müller récompense l'engagement de toute une vie, tout autant que les reflets qu'elle en donne dans ses différents ouvrages. Ils mettent en lumière l'impact de la dictature sur son parcours personnel, mais aussi sur la communauté souabe à laquelle elle appartient et, au-delà, à toute la société roumaine qui a dû subir ces humiliations répétées. Ce dernier point est très bien compris par l'ensemble des Roumains qui acceptent la réalité de leur pays, comme en témoigne cet extrait publié par un écrivain et journaliste roumain, Ovidiu PECICAN⁶ : « Bien entendu, les Souabes du Banat ne furent pas les seuls à subir ces traumatismes historiques dans la Roumanie d'après-guerre. Le prix Nobel décerné à Herta Müller a une importance symbolique non seulement pour eux, non seulement pour la culture allemande du Danube et des Carpates, mais aussi pour tous ceux qui ont été écrasés sous la botte inflexible et abusive du régime communiste roumain. Nous avons perdu des années, des décennies, de nos vies, à espérer parfois désespérément une vie différente. Herta Müller n'a pas renié les lieux et les gens parmi lesquels elle a vécu. Ses livres évoquent les réalités au goût amer des temps anciens, enterrés en partie en 1989. Ses diverses prises de position publiques concernant l'ambiguïté de la vie intellectuelle et politique de la Roumanie actuelle sont la preuve que son pays d'origine lui fait encore mal et que la blessure ne guérira jamais ».

Hubert ROSSEL

⁴ Le texte complet est disponible, en français, sur http://nobelprize.org/nobel_prizes/literature/laureates/2009/muller-lecture_fr.html. (© La Fondation Nobel 2009 pour les extraits cités)

⁵ BRAN Mirel, « Le chasseur de la Securitate était trop curieux », *Le Monde*, Paris, 5 mars 2010.

⁶ PECICAN Ovidiu, « Souabe, Roumaine et universelle - Le destin singulier d'une auteure issue de la minorité germanophone », *România Liberă*, 15.10.2009, in : *Courrier International*, N° 989, 15-21 octobre 2009, p. 54.

Eglises fortifiées saxonnes

A la découverte de l'héritage saxon en Transylvanie

L'année même de l'inauguration du « Muzeul Cetate » sur l'histoire des Saxons dans l'église fortifiée d'Axente Sever / Frauendorf, a paru un ouvrage agréablement illustré présentant un vaste échantillonnage de ces églises fortifiées, ainsi que le patrimoine saxon de l'ancienne province historique du pays.

Un livre en cinq langues

Ton VAN RIJEN, à la base du projet du musée, membre du Comité d'entraide Roumanie, à Ossendrecht (Pays-Bas), s'est associé avec l'architecte hollandais Maarten RUIJTERS, intéressé par l'architecture vernaculaire de Roumanie, particulièrement en Transylvanie, et avec Tudor ȘEULEAN qui habite Cluj-Napoca, un passionné par les églises fortifiées du sud-est de la Transylvanie. La publication de ce livre vise à

toujours d'un petit texte qui en donne les caractéristiques essentielles. Le site Internet¹ en fait la présentation suivante :

« Une nouvelle publication ! Pour les architectes, les touristes et tous ceux qui aiment l'histoire et les monuments historiques.

Tudor ȘEULEAN, Maarten RUIJTERS, Ton VAN RIJEN, *Transylvania - The Saxon Legacy*, Editura Grinta, Cluj/Napoca, 2009.

En Europe occidentale, il n'y a que peu d'informations disponibles sur les églises fortifiées et les forteresses paysannes. Ce livre vient combler un manque, par la présentation d'un certain nombre de ces monuments de foi et d'endurance, construits par la communauté saxonne de Transylvanie, en Roumanie.

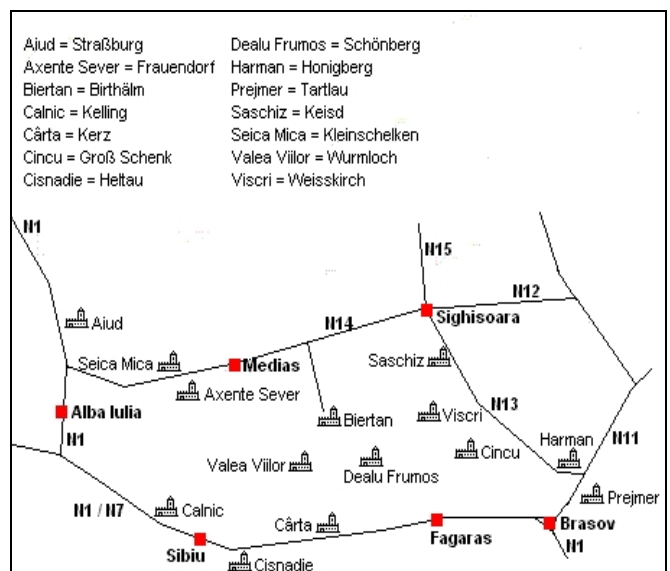
Leur culture vieille de plus de 800 ans a été à la base de centaines d'églises villageoises au Moyen Age, mais il n'en reste plus que 160 debout, avec leurs fortifications, leurs places fortes, leurs bastions, leurs lourdes murailles imprenables et leurs tours massives. *Transylvania - The Saxon Legacy* montre plus de 50 de ces fières églises fortifiées, en toutes couleurs, accompagnées de textes en cinq langues



Photo: www.axentesever.tk

Une nouvelle publication sur les églises fortifiées saxonnes

faire connaître ce patrimoine inestimable, raison pour laquelle il est présenté en 5 langues : anglais, roumain, allemand, français et hongrois. Après une introduction d'une cinquantaine de pages donnant le contexte des Saxons en Transylvanie, des églises fortifiées saxonnes et du Musée d'Axente Sever, l'ouvrage présente un choix de 52 églises fortifiées, au moyen de grandes photos, parfois de plans et



Source: www.axentesever.tk

Localisation d'ensemble des principales églises fortifiées

¹ <http://www.axentesever.tk/> > Book/Livre/Buch.

présentant leurs caractéristiques architecturales et historiques.

L'architecte Maarten RUIJTERS met en évidence les aspects architecturaux, la diversité des types et des formes, le développement de ces petites églises villageoises en véritables forteresses, les altérations au cours des siècles pour répondre aux modifications des techniques de guerre.

Le beau support photographique de Tudor ȘEULEAN est complété par des dessins, des plans détaillés et des esquisses à la main dressées par Maarten RUIJTERS, de même que d'autres détails écrits.

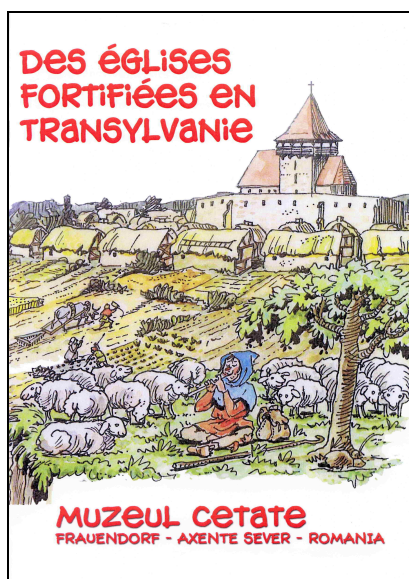


Photo: Hubert ROSSEL

Une petite plaquette agréable

Une riche culture, unique dans le paysage européen, a imposé de façon dramatique et silencieuse, en 1990, seuls quelques Saxons étant restés dans leur village d'origine...

Un des chapitres du livre accorde une attention spéciale au Musée de Transylvanie, dédié à la construction de ces églises au Moyen Age. Il répond aux questions sur *qui* à construit les églises, *quand* elles furent construites et *pourquoi* elle le furent, et met en évidence la signification de ces petites communautés, essentiellement rurales.

Le livre aborde une variété de sujets dans un format compact et pratique. Il contient aussi une liste de numéros de téléphone pour entrer directement en contact avec le conservateur des églises décrites. Une carte sommaire permet la localisation des sites abordés. »

Un index en trois langues (roumain, allemand et hongrois) permet aussi de retrouver rapidement les lieux cités. Le livre comporte 200 pages, dont 50 d'informations dans les 5 lan-

L'histoire des Saxons de Roumanie et de leurs églises est présentée dans un texte introductif, dense mais clair, partant de 1150, lorsque des habitants des Pays-Bas vinrent s'établir dans le bassin des Carpates, jusqu'à leur exode durant les années 1950-1990. A cette époque, la plupart des Saxons s'exilèrent en Allemagne, à la recherche d'un futur plus stable. Finalement, cette riche

gues signalées plus haut. Format : 23 x 24 cm. Prix : € 22.50 (envoi compris) auprès de Ton VAN RIJEN².

Aller sur place

Une petite plaquette d'une douzaine de pages permet aussi d'avoir une esquisse de l'évolution historique des Saxons de Transylvanie et de la construction de leurs églises

fortifiées. Elle est beaucoup plus sommaire que les éléments présentés dans les différents textes du livre sur « l'héritage saxon », mais elle permet d'en avoir une bonne vue d'ensemble. La présentation de Jan HOUDIJK est accompagnée de dessins humoristiques et très suggestifs, dus aux coups de crayon de l'auteur. Cette plaquette, traduite en français, est également disponible auprès de Ton VAN RIJEN².

Les quelques renseignements de base, donnés sur le papillon ci-contre, permettent de prendre les premiers contacts pour une expérience passionnante de découvertes, parfois insoupçonnées, mais toujours riches d'expériences vécues au contact d'une

Erlebe das Mysterium der Wehrkirchen
Entdecken Sie das Geheimnis dieser alten Burgen
Eine Zeitmaschine für jung alt

Trăiește misterul bisericilor fortificate
Descoperă secretele acestor fortărețe medievale
O aventură pentru mici și mari

Experience the mystery of the fortified churches
Discover the secrets of these medieval fortresses
An adventure for young and old

Das museum beantwortet alle ihre Fragen WER hat die Kirchenburgen gebaut. WANN, WARUM und WIE

The Muzeul Cetate answers the questions: WHO, WHEN, WHY those churches were built

Muzeul Cetate caută răspunsuri la întrebările CINE, CÂND, DE CE și CUM au fost construite aceste biserici

Muzeul Cetate, Strada Principală 557025 Axente Sever - Frauendorf, Ro
Tel.: 0040 (0) 269 840841
E-mail: rodi.stef@yahoo.com

Open: Aprilie - Octombrie: daily, jeder Tag, zilnic 10.00 - 18.00 orele
Sundays, Sonntags, Duminica 12.00 - 18.00 orele

Eine erstaunliche Geschichte des Mittelalters: die Kolonisation der Flandres und Sachsen. Die Einfälle der Mongolen und Türken und Verteidigung der tapferen Dorfbewohner. Das Museum ist mit seinen Modellen, Karten u.s.w. eine Freude für jeden.

O istorie uimitoare despre evul mediu, perioada colonizării, despre flamanzi și sași. Despre atacurile tătarilor și turcilor și despre vitejia sătenilor. Machețele, hărțile și exponatele prezente sunt o adevărată bucurie pentru orice vizitator.

An amazing history about the Middle Ages, the colonisation period Flandres and Saxons. About the attacks of the Tatars and Turks and the bravery of the villagers. A joy for every visitor, with its models, maps and other exhibits.

At the fortress / in Burg / în cetate 4 apartamente
Per night per apartment: for 1 person € 20,-
for 2 persons € 30,-
for 3 persons € 40,-
for 4 persons € 50,-
Breakfast per person € 3,-

MEDIAS N14 SIGHISOARA
N14 AXENTE SEVER FRAUENDORF
SIBIU

Muzeul Cetate, Axente Sever - Frauendorf, Ro
Tel.: 0040 (0) 269 840841
E-mail: rodi.stef@yahoo.com

Spent a night in the special atmosphere of the church.
MUZEUL CETATE AXENTE SEVER - FRAUENDORF, ROMANIA
Das Museum sächsische Wehrkirchen - The Fortified Saxon Churches Museum
Muzeul cetății lor fortificate săsești

Photo: Hubert ROSSEL

Quelques renseignements de base

population qui ne demande qu'à être découverte, comprise et respectée.

Hubert ROSSEL

² ajpcvanrijen@wanadoo.nl.

Développement rural et agriculture

2^e partie – Principaux moyens pour atténuer les effets de la crise et relancer la croissance économique dans l'agriculture

La première partie de l'article de M. Păun Ion OTIMAN a mis en évidence les caractéristiques du développement rural et de l'agriculture de la Roumanie, pour permettre de comprendre leur évolution durant les cinquante dernières années, ainsi que la situation dans laquelle ils se trouvent en 2009¹. Après avoir passé en revue les principaux facteurs qui génèrent un manque de performance dans l'agriculture roumaine, les systèmes de financement antérieurs, les caractéristiques de l'évolution du marché agricole roumain durant la dernière décennie, l'évolution de la consommation alimentaire dans le pays, et les facteurs de déclenchement de la crise économico-financière, l'auteur terminait en se demandant ce qu'il faut faire pour que le développement rural et l'agriculture puissent atténuer le choc de la crise et relancer la croissance économique. C'est l'objet de cette deuxième partie.

La fin de l'article, publiée dans le prochain *Réseau*, mettra en évidence la place spéciale qu'il convient d'accorder à l'agriculture en tant que colonne vertébrale de l'économie rurale roumaine, à l'économie de montagne (une chance pour la Roumanie!), ainsi qu'aux investissements indispensables dans la connaissance et dans l'éducation pour optimiser le développement de ce secteur social et économique.

En analysant les causes engendrant un manque de performance technique et économique dans l'agriculture, il ressort qu'une pénurie chronique se manifeste dans la répartition (optimale) des facteurs de production, parallèlement à une gestion médiocre dans la plupart des exploitations agricoles et des sociétés commerciales (et des PME) se consacrant au conditionnement; de même, il apparaît des insuffisances majeures dans la gestion des filières d'acquisition – stockage – commercialisation des produits agroalimentaires.

Discuter de l'atténuation de la crise et de la relance économique par la contribution de l'agriculture nécessite de préciser une

évidence. Tout d'abord, toutes les stratégies, les programmes et les projets pour l'agriculture ont comme point central le **développement rural durable**². La question qui se pose depuis le début : de quelle sorte de développement rural durable, de quel type de croissance économique soutenable dans l'agriculture pouvons-nous parler, quand, en Roumanie, l'état de l'agriculture et du monde rural est celui que nous avons décrit précédemment ?

Le développement rural durable renvoie à une infrastructure rurale moderne, à un équipement technique adéquat du territoire rural, des localités et des maisons campagnardes – un standard de vie rurale comparable à celui des villes et du monde rural européen ; il renvoie aussi à l'utilisation des ressources naturelles renouvelables dans le circuit économique, ainsi qu'à la protection de l'environnement et du paysage.

On peut discuter de croissance économique soutenable, lorsqu'il y a, avant toute chose, des investissements à moyen et long termes dans des secteurs agroalimentaires de production, dans des technologies de pointe, dans des circuits commerciaux compétitifs pour les produits agricoles roumains ; et cela par l'extension du marché agricole, l'alignement des turbulences et la diminution des fluctuations de production et des prix, par une participation accrue des produits agricoles roumains sur

¹ M. Otiman est membre-fondateur du mouvement *Opération Villages Roumains* et premier Président de la coordination OVR-Roumanie, ancien Recteur de l'Université de Timișoara, actuel Secrétaire général de l'Académie Roumaine et membre de l'Institut d'Economie Agricole de la même Académie (IEA-AR). Comme signalé lors de la première partie, la base du texte d'où sont tirées ces notes est la transcription écrite d'une étude faite par des collaborateurs du Centre du Développement Rural Durable de l'Académie Roumaine, filiale de Timișoara. Elle a paru sous le titre : *Dezvoltarea rurală și agricultura : oportunități de atenuare a crizei economico-financiare și de reluare a creșterii economice*. Ont collaboré à sa réalisation : Ioan DAVIDOVICI, Filon TODEROIU, Cecilia ALEXANDRI, Camelia GAVRILESCU, Lucian LUCA (IEA-AR), Vasile GOȘA et Andrea NAGY-FEHER. Cette analyse a été diffusée sur la chaîne spécialisée de *Radio România* : « Antena Satelor », et nous remercions M. Gheorghe GHELMEZ, son Rédacteur en chef, de nous avoir remis le document et de nous avoir donné l'autorisation de le reproduire dans notre revue. (ndlr)

² Tous les textes en caractère gras apparaissent sous cette forme dans le texte original. Il en est de même pour les textes en italique. (ndlr)

<p align="center">UE₆ 1960-1970³</p> <ul style="list-style-type: none"> - Productions moyennes de céréales : 2 700-3 000 kg/ha - Production moyenne de lait : 2 500-2 800 l/tête - Inputs alimentaires : 25-30% 	<p align="center">UE₁₅ 2000-2009</p> <ul style="list-style-type: none"> - Productions moyennes de céréales : 7 000-8 000 kg/ha - Production moyenne de lait : 7 000-7 500 l/tête - Excédents alimentaires : 20-25%
<p align="center">Objectifs de la PAC soutenus par solidarité financière</p> <ul style="list-style-type: none"> - croissance de la productivité agricole basée sur l'introduction du progrès technique et biologique, assurant ainsi l'augmentation de la production agricole, par l'utilisation optimale des facteurs de production et de la main d'œuvre familiale de plus en plus qualifiée ; - assurance d'un niveau de vie équitable pour la population paysanne, par la réalisation d'un revenu individuel satisfaisant pour les agriculteurs ; - garanties pour la population (les consommateurs) des pays membres concernant la sécurité de l'approvisionnement en produits agroalimentaires ; - garantie de prix de vente raisonnables des produits agroalimentaires pour les consommateurs. 	<p align="center">Objectifs de la PAC soutenus par Health-Check (PAC-HC)</p> <ul style="list-style-type: none"> - Renforcement de la compétitivité des produits agricoles sur les marchés internes de l'UE, ainsi que sur les marchés mondiaux ; - amélioration de la sécurité alimentaire grâce à l'augmentation de la qualité des aliments ; - assurance de l'équilibre social sur la base de revenus agricoles stables et grâce à la création de nouvelles sources de revenus ; - pratique d'une agriculture respectueuse de l'environnement, assurant la santé et le bien-être des animaux, par le découplage⁴ des paiements de production et la mise au point d'un schéma unique de paiement par ferme, parallèlement à l'introduction de règles de conditionnalité.
<p align="center">Effets du financement</p> <ul style="list-style-type: none"> - consolidation des exploitations - doublement, voire triplement, des productions - excédents (exportations) de 20-25% 	<p align="center">Roumanie</p> <ul style="list-style-type: none"> - productions moyennes de céréales de 2 500-2 700 kg/ha - production de lait : 2 800-3 000 l/tête - importations d'aliments 25-30%

Les systèmes de financement de la Politique Agricole Commune (PAC)

des marchés tiers, tout d'abord sur le marché commun européen.

II.- Principaux moyens pour atténuer les effets de la crise et relancer la croissance économique dans l'agriculture

Mais, revenons à nos moutons : comment pouvons-nous discuter de **croissance économique soutenable** dans l'agriculture, tant que les « performances » de l'agriculture roumaine se situent à la limite la plus basse, tant que, dans les conditions écologiques de notre pays, nous importons plus de 25% de la valeur de consommation alimentaire roumaine ?

Et, de nouveau, comment l'agriculture roumaine peut-elle s'aligner sur les niveaux de compétitivité de l'UE, selon la *PAC Health-Check (PAC-HC)* – le nouveau système financier de soutien à l'agriculture –, tant que le programme d'investissements pour la croissance économique soutenable est pratiquement inexistant, par rapport à ce qui est réellement nécessaire comme investissements pour la productivité ?

Quand et à quelle période, par quels systèmes de soutien financier, les pays de l'UE ont réalisé « le miracle de la PAC » ? Jadis, lorsqu'ils ont soutenu massivement les exploitations agricoles par des investissements financiers, dans les décennies '60-'70, ou maintenant, avec la mise en application de la PAC-HC (voir le tableau ci-dessus) ?

³ Comme déjà signalé dans la première partie de cette étude, l'auteur utilise les formes UE₆, UE₁₅, etc... pour indiquer le nombre de pays qui constituaient l'Union européenne aux différentes périodes de sa croissance. (ndlr)

Pour les pays de l'UE à l'agriculture développée, la nouvelle PAC-HC leur va comme un gant ; mais pour l'agriculture de la Roumanie, pas du tout ! Pourquoi ? La réponse est simple : les sommes qui parviennent aux agriculteurs par le *régime de paiement unique à la surface* (RPUS) sont d'environ 100 €/ha (paiements directs du budget de l'UE + paiements complémentaires du budget national), c'est-à-dire 430 lei/ha au cours actuel des devises – février 2009, dans le cas des exploitations agricoles non commerciales (de subsistance et de semi-subsistance), qui détiennent plus de 60% de la surface agricole du pays. Ces sommes sont utilisées comme allocation aux agriculteurs et, dans le meilleur des cas, comme fonds nécessaires pour couvrir un minimum des coûts annuels de production. Mais, d'après la réalité du terrain, ces sommes sont utilisées en grande partie en tant que « protection sociale » pour couvrir certains frais de première nécessité des exploitations rurales.

Pour les pays de l'UE₉ ou de l'UE₁₅, dont chacun présente des excédents en produits alimentaires, l'application PAC-HC, par le *régime de paiement unique* (RPUS) d'une moyenne de 300 €/ha, et par la prise en compte des performances et du niveau de consolidation des exploitations, peut être considérée

⁴ Le « découplage » des aides est le passage d'une aide liée à une production (un nombre d'hectares de maïs, un nombre de vaches allaitantes, un nombre de litres de quota laitiers, etc.) à une aide liée à la personne, sur une base historique. Pour avoir des informations assez claires sur la notion de *découplage*, on peut se référer au site suivant : http://ddaf73.agriculture.gouv.fr/AIDA_Savoie/Reforme%20de%20la%20PAC/DPU/decouplage%20.htm.(ndt)

comme beaucoup plus adéquate pour la nouvelle politique de financement (qui ne provoque pas de distorsion du marché).

Revenons à la nécessité d'une **croissance économique soutenable dans l'agriculture**. Il est important de répéter la condition sine qua non des paiements uniques : **l'allocation de fonds pour investir dans la croissance des rendements agricoles, dans la participation roumaine accrue en produits agroalimentaires sur le marché externe**. Il en découle que les premiers pas à réaliser dans l'agriculture et dans le développement rural consistent à diriger les investissements provenant des fonds nationaux (privés et publics) ou européens et des emprunts internes et externes, pour pouvoir concrétiser, par exemple :

- des facteurs permanents et constants, générateurs de performance technique et économique dans les exploitations agricoles ;
- des investissements dans des sociétés commerciales (plus particulièrement des PME) de transformation des matières premières agricoles, donnant ainsi lieu à une valeur brute ajoutée provenant de l'économie rurale agroalimentaire et non agricole ;
- des investissements dans l'infrastructure rurale, dans l'équipement technique des localités et du monde rural ;



Photo: Hubert ROSSEL

Parmi l'équipement des milieux ruraux, l'amélioration du réseau routier secondaire est primordiale

- des investissements dans le reboisement des terrains non productifs, jusqu'à atteindre une surface optimale de couverture forestière du territoire national, dans la plantation de cordons pour la protection des terrains agricoles, particulièrement dans les départements du sud du pays, et de cordons contre l'érosion, pour protéger les localités, les voies de circulations, les canaux et les digues ;
- des investissements dans le retour à l'état naturel d'importantes surfaces humides et vertes (prairies naturelles), et tout cela en coordination avec les actions de protection de l'environnement et du paysage ;

- des investissements dans la consolidation de l'économie de montagne ;
- des investissements dans le développement de nouvelles connaissances par des recherches fondamentales et appliquées ;
- des investissements dans la formation et la reconversion professionnelle de la main-d'œuvre des campagnes ;
- des investissements dans la consolidation des exploitations agricoles privées (familiales), par la restructuration des exploitations de subsistance et de semi-subsistance.

Tous les investissements présentés ci-dessus devraient engendrer, parallèlement, de la performance, de la compétitivité, de la sécurité en général et de la sécurité alimentaire, de même que, ce qui est très important durant une période de crise et de récession, des emplois à court terme, mais aussi à moyen et à long terme.

1. Allocation de fonds dans la remise en fonction, la modernisation et l'efficacité des systèmes d'irrigation

La remise en marche et la modernisation des systèmes d'irrigation sont les premières priorités d'investissements dans l'agriculture, dans les conditions de la Roumanie actuelle. Nous soulignons cette priorité, parce que le Programme National de Développement Rural (PNDR) ne rappelle « qu'en passant » la nécessité de refaire les systèmes d'irrigation, alors que cette priorité est présentée en concordance avec les programmes nationaux qui classent à la 6^e place « *la modernisation du réseau d'irrigation primaire et des formes associatives dans le but de l'assurance de leur fonctionnalité* ».

Dans le chapitre 2 du PNDR, lorsqu'on présente la stratégie générale, la transposition des priorités communautaires et la mise en place des priorités nationales, on lit : « *en vue de poursuivre le développement durable, économique, environnemental et social des fermes rurales de Roumanie, et pour continuer de développer le commerce extérieur, spécialement vers l'UE, la stratégie générale de développement rural de la Roumanie doit se concentrer sur la croissance de la compétitivité...* ». Comment ? De quelle façon ? Dans les conditions et l'état actuel de non-performance de l'agriculture, sans investissement dans des facteurs de croissance stable des performances dans les exploitations agricoles ?

Selon les données de l'Institut National de Statistiques (INS), à la fin de l'année 1989, la Roumanie avait une surface **aménagée** en systèmes importants d'irrigation de 3,1 millions ha (21% de la surface agricole), parmi lesquels 2,9 millions ha arables (30% de la surface arable du pays), se situant de ce point de vue en 3^e-4^e place en Europe.

Malgré cela, les effets de l'irrigation ne se sont pas fait sentir au niveau des récoltes, ni avant 1989, ni actuellement. En réalité, le gigantesque effort financier et matériel qui a longtemps déséquilibré le budget de l'Etat roumain, n'était pas causé par l'utilisation partielle de la surface équipée pour



Photo: Hubert ROSSEL

Quand il y a des canaux d'irrigation, l'évaporation est très importante...

l'irrigation. Les systèmes d'irrigation de Roumanie, en comparaison avec ceux des pays performants en irrigation, se caractérisent par une surface étendue et un rendement d'utilisation réduit. Tandis que dans des pays développés, la densité des conduites est de 60-90 ml/ha, chez nous, elle n'est seulement que de 18,5 ml/ha. Et, en plus, le rendement de l'arrosage

est de 1,56 fois plus réduit en Roumanie. Mais la différence la plus frappante entre les systèmes d'irrigation roumains et ceux d'autres pays (Italie, Espagne, France) consiste en des pertes d'eau dans le réseau de canalisations. En Roumanie, les pertes d'eau par infiltration dans les canaux et par évaporation est de plus de 50%, donc la moitié de l'eau introduite dans le réseau ; tandis que dans les pays de l'Europe de l'Ouest, en Israël, aux USA, ces pertes sont seulement de 10-20%. En même temps, la solution technique d'adduction d'eau, par le pompage du Danube, en deux ou plusieurs étapes, demande une grande consommation d'énergie pour transporter l'eau de la source jusqu'aux cultures. Dans la majorité des systèmes d'irrigation des autres pays, on utilise le système d'adduction gravitationnelle sur des canaux principaux, l'énergie n'étant utilisée que pour distribuer l'eau depuis les canaux (conduites) intérieurs des exploitations agricoles jusqu'aux cultures.

Il ressort des données statistiques que, avant 1989, pour des raisons « d'économie » de l'énergie électrique ou à cause de la pénurie énergétique permanente, pas une seule année n'a connu l'irrigation de plus de 1,5 million ha conventionnels. Mais sur ces surfaces aussi, la technologie pour irriguer les cultures a été déficitaire, tant du point de vue des normes d'irrigation, de la norme d'arrosage, que des intervalles entre les arrosages. On sait qu'une irrigation non conforme a des effets beaucoup plus petits, comparativement au rapport entre la norme optimale et la norme moyenne établie. De ce point de vue, l'étude menée par le Dr. A. LUP est significative : elle concerne l'inefficacité de l'irrigation en Roumanie⁵.

⁵ LUP A., *Irigațiile în agricultura României*, Editura Agris, București, 1998.

Après 1990, les systèmes d'irrigation se sont dégradés physiquement, par le colmatage et la destruction de l'étanchéité des canaux, et également par le vol d'équipements techniques dans les stations de pompage, de conduites de distribution et d'outillages pour arroser. Les effets de cette situation ont été ressentis plus particulièrement dans les années 1992, 2000 et 2007, années de sécheresse extrême, durant lesquelles nous estimons que la Roumanie a perdu environ 6 millions de tonnes de céréales – soja et tournesol –, à cause de l'impossibilité d'irriguer au minimum un million d'hectares.

Après 1990, en parallèle à la dégradation-destruction des systèmes d'irrigation (canaux, stations de pompage, conduites, ouvrages d'art etc.), l'agriculture est entrée dans un profond processus de restructuration de la propriété et des exploitations, par l'application de la loi sur le fonds foncier et des lois attenantes à celle-ci (la loi sur les sociétés et associations agricoles, la loi sur la privatisation des sociétés commerciales agricoles, etc.), donnant lieu à des implications importantes sur les technologies pour cultiver, y compris sur l'irrigation des cultures. Depuis 1991⁶ et jusqu'à présent, on a irrigué en moyenne 11,2% de la surface aménagée et 23,1% de la surface réhabilitée, représentant 775 000 ha en 1994 (niveau maximal) et 45 700 ha en 2005 (niveau minimal). Durant les années les plus sèches des deux dernières décennies, on a irrigué des surfaces réduites, comme suit : en 1992 – 465 000 ha (15,0%), en 2000 – 216 000 ha (7%) et en 2007, l'année dont la sécheresse fut la plus grande – 320 000 ha (10,1%), provoquant d'immenses pertes de récoltes (environ 6-8 millions de tonnes chaque année). Les productions moyennes des principales céréales (blé et maïs) ont été de 2 075 kg/ha en 1992 et 2000, et de 1 540 kg/ha en 2007, représentant 22-25% de la moyenne des pays européens dont les conditions écologiques sont semblables et dont les surfaces aménagées d'irrigation sont à peu près égales à celles de la Roumanie.

Les études menées par d'importantes compagnies étrangères spécialisées (Gersar – France, Morrison Knudsen Corporation – USA, Binnie-Partner and Hunting Technical Services LTD – Angleterre, Japan International Cooperation Agency-Jica – Japon), dans les années 1991-1995, ont estimé des investissements moyens pour actualiser entièrement la technologie des systèmes d'irrigation d'environ 1 500 \$/ha (avec des variations importantes en fonction des systèmes, entre 338 et 2 500 \$/ha) et des investissements moyens pour les doter en équipements d'arrosage d'environ 110-115 \$/ha (variant entre 80 et 150 \$/ha en fonction du type des équipements d'irrigation). Les mêmes études soutiennent le fait que, au prix actuel de l'énergie électrique, la surface qui devait être réhabilitée dans les 10 premières années (1995-2004) est d'environ 1,7 million ha, parce que cette surface nécessite des pompes – re-pompes de l'eau du Danube jusqu'à 85 m. de haut (c'est la hauteur de pompage économique maximale). Dans les régions plus élevées, comme

⁶ *Ibidem*, 5.

c'est le cas des systèmes d'irrigation de la Dobroudja, dont la surface est de plus de 400 000 ha, le coût d'irrigation est prohibitif pour les fermiers, s'élevant à une consommation d'énergie électrique estimée à plus de 2 100 kw/h/ha et un coût d'irrigation d'environ 860-900 lei/ha.

En conclusion, nous sommes d'avis que **la première priorité d'investissements dans l'agriculture en Roumanie, qui doit être incluse dans tous les programmes stratégiques de l'agriculture et du développement rural roumain** (qu'ils soient financés par des ressources internes ou externes), doit être **d'investir dans la réhabilitation et l'équipement des systèmes d'irrigation sur une surface d'environ 1,7 million ha dans un délai des plus brefs (maximum 5 ans).**

Pour une surface de 1,4-1,5 million ha, la différence pour obtenir la surface aménagée durant la période avant 1990, des études de faisabilité sont nécessaires pour établir des solutions techniques de pompage – adduction de l'eau et son coût, fonds nécessaires et rentabilité de l'investissement pour les agriculteurs employant cette technique.

Dans le cas où certains systèmes ne peuvent pas être réhabilités par une actualisation technologique et une modernisation, comme c'est probablement le cas des systèmes de la Dobroudja, il est impératif de les ramener à l'état naturel, par la création de prairies permanentes et de plantations forestières (cordons de protection et forêts).

Tenant compte de la nécessité d'économiser l'eau, en quantité de plus en plus importante, ainsi que du coût prohibitif de l'eau du Danube, il est impératif d'adopter d'urgence d'autres solutions pour faire fonctionner l'irrigation dans les systèmes actuels et pour développer de nouveaux systèmes. Dans le premier cas, les systèmes d'irrigation à consommation réduite en eau doivent être étendus. Il s'agit de l'irrigation au goutte à goutte qui, de ce point de vue, est préférable, pour les cultures qui s'y prêtent. Dans le second cas, les nouveaux systèmes d'irrigation, de dimension plus réduite en comparaison à ceux des années '80, doivent être conçus autrement, en utilisant l'eau des ressources intérieures (rivières intérieures, accumulations locales, eau souterraine), par adduction autant que possible gravitationnelle, avec une consommation d'énergie moindre et des coûts accessibles aux petits agriculteurs.

2. Economie rurale roumaine

L'économie rurale est principalement agricole, parce que l'économie agricole proprement-dite en représente 60,5% par rapport aux 14,1% dans l'UE. La structure aux profondes disparités de l'économie rurale roumaine conduit aussi à une structure semblable de la population rurale en fonction des secteurs d'activité (le secteur primaire avec 64,2%, dont 56,6% dans l'agriculture ; le secteur secondaire avec 18,5% et le tertiaire avec 17,1%). A l'échelle de l'espace rural roumain, l'économie non agricole (PME au profil industriel ; tourisme rural) a un poids réduit, tandis que le tourisme rural, dans toutes ses va-

riantes, à l'exception de quelques zones de montagne (Bran – Moeciu, Apuseni, Maramureș, Bucovine) et du Delta de Danube, est inexistant (11 000 places d'hébergement dans environ 1 600 pensions agrotouristiques).



Photo: Hubert ROSSEL

L'équipement touristique ne s'intègre pas toujours dans le paysage, contrairement à cette auberge dans les Carpates

Une solution pour stimuler les investissements dans le monde rural, pour augmenter le nombre de PME de l'économie non agricole et de conditionnement des produits agricoles primaires, doit être la préoccupation permanente et l'apanage des autorités locales de réaliser des **mini-régions industrielles villageoises**, dans le cadre du processus de *décentralisation économique* et de *subsidiarité décisionnelle*⁷, dans les localités rurales (ou les zones rurales) où il y a un excédent de main-d'œuvre ; et ceci avec un soutien financier départemental ou régional, pour leur équipement en outillages nécessaires aux activités industrielles (énergie électrique, thermique, gaz, eau, canal, routes d'accès et routes intérieures, télécommunications, etc.), selon le modèle mis au point depuis longtemps dans l'espace rural de l'UE. Par exemple, en Allemagne, il existe des mini-régions locales, parcellées, habituellement sur le domaine privé de la localité, équipées grâce aux fonds des mairies, toutes seules ou associées. L'explication donnée à l'inertie de nombreuses autorités locales dans ce domaine – l'absence de terrain pour créer des emplacements de parcs industriels ruraux

⁷ La « subsidiarité » est le principe qui doit permettre de déterminer si l'Union européenne peut intervenir ou si elle doit laisser les États membres agir. Selon ce principe, l'UE ne peut intervenir dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive que dans la mesure où les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres, mais peuvent l'être mieux, en raison des dimensions ou des effets de l'action envisagée, au niveau de l'Union. Pour avoir des informations plus précises sur la notion de *subsidiarité*, on peut se référer au site officiel suivant : http://europa.eu/scadplus/constitution/subsidiarity_fr.htm. (ndt)

– ne correspond pas à la réalité. La majorité des villages ont d'importantes surfaces de pâturages communaux qui, dans peu de temps, ne pourront plus être utilisés comme prés, selon les réglementations européennes concernant la suppression du pacage « collectif ».

Les investissements dans l'économie non agricole et alimentaire dans le monde rural, outre l'assurance d'une croissance de la valeur ajoutée brute par la transformation des matières premières agricoles et non agricoles provenant des ressources locales, ont encore un avantage, tant durant les périodes de crise et de récession que pendant celles de croissance économique : celui de créer de nouveaux emplois en utilisant et en fidélisant une main d'œuvre locale (rurale), en ramenant à l'état naturel les localités rurales, tout particulièrement celles des régions défavorisées et périphériques.

3. Equilibre de la couverture forestière du territoire

Un autre investissement prioritaire aux multiples effets bénéfiques sur l'équilibre écologique, la protection de l'environnement, l'amélioration du paysage, l'absorption du bioxyde de carbone, la protection du terrain agricole, des localités et des voies de communication et des digues, l'accumulation de l'eau dans le sol et la diminution de la force du vent etc., c'est de **reboiser les terrains abîmés et de créer des cordons de protection**.



Photo: Hubert ROSSEL

La déforestation provoque le tassement des sols et une érosion active, même dans une région où les cordons de protection n'ont pas encore totalement disparu

Du point de vue de la couverture forestière (26,8%), la Roumanie, bien qu'un tiers de sa surface soit constituée de montagnes et un autre tiers de contreforts sub-carpatiques et de hauts plateaux, se situe en-dessous de la moyenne européenne et très en-dessous du niveau optimal de couverture forestière (40% selon le Code de Sylviculture pour 2035). Outre le déficit de cette couverture générale, la répartition par grandes régions de relief est également médiocre, parce que, dans les régions

de plaine, le degré de couverture est de 10,9%. Les régions de plaine les plus insuffisantes en couverture forestière, où les phénomènes de semi-désertification et de désertification sont très agressifs, se situent dans la Plaine du Danube (départements de Ialomița, Călărași, Teleorman, Olt, Ilfov, Brăila), la Dobroudja, (départements de Constanța et partiellement de Tulcea), la Plaine de l'Ouest (région de plaine des départements de Timiș, Arad et Bihor).

Le Programme National de Développement Rural (PNDR) prévoit que la couverture forestière s'accroisse, à long terme, de 25,8% à 32%, sans que sa durée ne soit définie, représentant une augmentation de la surface forestière de 1,24 million ha. Dans le cas où le délai de réalisation serait de la taille de deux budgets de l'UE (14 ans), le rythme moyen annuel de reforestation devrait être approximativement 80 000 ha.

Tenant compte de l'urgence d'équilibrer les régions, plus particulièrement la plaine dont le territoire est déficitaire, voici notre opinion : il est nécessaire d'accorder la priorité au reboisement des cordons de protection et des terrains non productifs des régions de plaine, de sorte que cette étendue parvienne à une couverture forestière de 14-15%. Les départements prioritaires pour reboiser les cordons de protection sont : Constanța, Brăila, Ialomița, Călărași, Ilfov, Teleorman, Olt, Dolj, Mehedinți et la région de l'ouest des départements de Timiș et Arad.

Parmi les préoccupations pour équilibrer écologiquement le territoire roumain, en augmentant le degré de couverture permanente du sol, en réduisant la consommation de bioxyde de carbone et en diminuant la désertification, c'est l'extension des surfaces de prairies permanentes (pacages et pâturages renaturalisés) qui est indispensable, prioritairement dans les régions en déficit.

La Roumanie a une surface de 4,9 millions ha de d'espaces herbagés dont 3,4 millions ha de *prairies artificielles* et 1,5 mil-



Photo: Hubert ROSSEL

Une « prairie naturelle » dans une région où l'irrigation des sols serait bien nécessaire !

lion ha de *prairies naturelles*⁸ (33,2% de la surface agricole et 20,6% de la surface totale du pays), mais leur répartition n'est pas uniforme entre les grandes catégories de relief du pays : 2,4 millions ha en région montagneuse et alpine (32,7%, 49%), 2 millions ha en région de colline (24,4%, 40,1%) et moins de 0,5 million ha (6,1%, 10,2%) dans les zones de plaine (le premier pourcentage des parenthèses représente la proportion des espaces herbagés pour une surface prenant en compte chaque type de relief ; le second, le pourcentage des espaces herbagés selon chaque grand ensemble de relief par rapport à la surface totale des prairies du pays).



Photo: Hubert ROSSEL

Une « *prairie artificielle* » particulièrement bien fournie, mais sur des sols riches, maintenus en place par des cordons boisés

En prenant en compte les surfaces actuelles non cultivées des régions de plaine, qui dépassent chaque année 1-1,2 million ha, nous estimons que, par un effort financier soutenu tant par des fonds publics que privés, la proportion des espaces herbagés peut être augmentée de 15-16% par rapport aux 6,1% actuels. Nous sommes d'avis que la couverture verte permanente dans les régions de plaine doit être soutenue également par des fonds publics, pour que cette action ait des effets bénéfiques sur l'environnement, sur la réduction des émanations de bioxyde de carbone, sur l'amélioration du paysage si monotone en plaine, tout cela devant également être supporté par des sociétés via un financement du budget de l'Etat.

4. Investissements dans l'infrastructure rurale et dans l'équipement technique des localités et de l'espace rural

La *désertification sociale* dans le monde rural, plus particulièrement dans les régions défavorisées (ou de montagne), est un

⁸ Les terres de pâturage sont subdivisées en deux ensembles : les *prairies naturelles* sont celles qui existent de par elles-mêmes, sans connaître quoi que ce soit comme amendement par l'homme ; les *prairies artificielles*, par contre, sont ensemencées de différentes variétés de fourrage pour en augmenter la productivité. (ndlr)

phénomène qui a pris, récemment, des proportions préoccupantes, par l'exode rural-urbain, rural-rural et rural-externe, aux tendances annuelles d'accélération. Des villages particulièrement beaux, authentiques, inscrits dans des régions aux paysages remarquables, dont l'environnement est intact ou très peu affecté, se vident de leur population et vieillissent démographiquement et physiquement, se situant au seuil de leur disparition à cause de la réduction ou de la cessation des activités agricoles, arboricoles, d'élevage, minières ou d'autre nature.

Le développement des régions rurales, tant d'un point de vue économique que social, du point de vue de l'habitat et de la culture (au sens de la conservation des valeurs culturelles traditionnelles), présuppose, avant tout, d'accroître les activités, d'améliorer qualitativement les conditions de travail et vie par l'accès aux facilités semblables à celles du milieu urbain, créant ainsi des conditions pour que la population se stabilise, tout particulièrement les jeunes.

Dans ce sens, le PNDR prévoit, comme objectif stratégique, **la croissance des activités dans les régions rurales** : « la réalisation de projets intégrés⁹ de rénovation des villages, orientés d'une part vers la recherche d'une infrastructure correspondante et de services sociaux et économiques de base pour la population rurale, et d'autre part vers la protection qu'apportera une contribution positive aux opportunités sociales, culturelles et à la conservation de l'identité culturelle nationale ». Du fait que l'infrastructure constitue un sous-système important et en même temps une condition primaire du développement rural durable, impliquant des soutiens financiers massifs, elle doit être recherchée par des projets de développement local, par des programmes gouvernementaux, ainsi que par des instruments structurels et de cohésion.

Păun Ion OTIMAN

Traduction: Liliana & Alain NICOLA

⁹ Le « projet intégré » est un grand projet collectif multinational de recherche et développement technologique, cofinancé par l'Union européenne, destiné à augmenter la compétitivité européenne et/ou à répondre à un besoin technologique majeur de la société. Pour avoir des informations plus précises sur la notion de *projet intégré*, on peut se référer au site suivant : <http://www.abe-bao.be/ContentFiles/496edaba-b5fe-47ab-adfc-da261106de35.pdf>.

(ndt)

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

Le froid fait une trentaine de victimes en Roumanie

Au moins 31 personnes sont décédées en Roumanie des suites de la terrible vague de froid qui a frappé le pays [à la fin du mois de janvier]. Les températures ont atteint par endroits les -30 degrés, les transports ferroviaires et routiers ont été perturbés et de nombreuses écoles restées fermées. [...]

Épargnée par les abondantes chutes de neige qui sont tombées début janvier à l'ouest de l'Europe, la Roumanie a été frappée, [par la suite], par une terrible vague de froid. [...]

Les principales villes du pays [ont été] paralysées [...] par des températures polaires : -32 degrés à Miercurea Ciuc, - 29 à Iași, -27 à Brașov et un « modeste » -13 degrés à Bucarest.

[...] Le thermomètre est tombé à -34,4 degrés à Întorsura Buzăului, dans le département de Covasna (nord-est de Bucarest). Une température très proche des -36 degrés enregistrés dans la commune en 2004, qui constituent le record national de ces cinquante dernières années.

Partout dans le pays, les transports ferroviaires et routiers [ont été] fortement perturbés en raison du verglas et une partie des écoles [est restée] fermée notamment dans le département de Neamț, en Moldavie.

« Cette vague de froid n'effraie pas tout le monde pour autant », note toutefois le quotidien *Adevărul* qui relate les bains gelés d'un habitant de Sfântu Gheorghe, en Transylvanie. Short, bonnet et lunettes, Kelenen László renforcerait ainsi son système immunitaire dans le lac Reci, chaque hiver depuis trois ans. « Plus il fait froid, mieux c'est ! », assure-t-il. [*Courrier des Balkans*, 26 janvier 2010]

*** ** *

Taxe sur les terres en friches

Le ministre des Finances, Sebastian Vlădescu, a avancé, lors de l'ouverture de la bourse de Bucarest, que les propriétaires de terres agricoles non cultivées devraient être pénalisés. "Je suis partisan de l'imposition des terrains agricoles, des pénalités pour ceux qui n'exploitent pas leurs terres pourraient apparaître", a-t-il déclaré. Pour le moment, les propriétaires de terres arables situées dans des zones non constructibles paient un impôt annuel compris entre 36 lei et 43 lei par hectare. En janvier, Sebastian Vlădescu avait pourtant affirmé que l'introduction de nouveaux impôts dans l'agriculture n'était pas à l'ordre du jour, et que la priorité était la taxation des terres agricoles non enregistrées. Pour le ministre des Finances, le principal problème dans le domaine de l'agriculture se trouve dans la collecte des impôts. [*lepetitjournal*, Bucarest]

*** ** *

Alerte dans des zones pourtant protégées

Des associations tirent la sonnette d'alarme sur les menaces qui pèsent sur les zones protégées roumaines et en appellent à l'Europe.

Plusieurs associations écologistes, Agent Green, Grupul Milvus, WWF et la Société des Carpates et de l'Ardeal ont uni leurs forces et déposer huit plaintes contre l'Etat roumain et une lettre d'attention auprès de la Commission européenne. En cause : la mauvaise gestion des zones protégées par les autorités roumaines. Après près de cinq mois d'enquête dans différentes régions protégées du pays, les associations ont fait le triste constat que "la protection de la nature n'est pas une priorité en Roumanie".

Gabriel Păun, le président d'Agent Green explique : "Les investisseurs, à de toutes petites exceptions, ne considèrent pas que les lois de protection de la nature doivent être respectées et ils les voient plutôt comme un obstacle auquel il faut trouver des solutions plus ou moins légales pour résoudre le problème. Malheureusement, ce genre de comportements est soutenu par certaines institutions étatiques qui contribuent à détruire l'environnement."

Et de multiplier les exemples. Dans le viseur des écologistes, quelques-unes des zones protégées situées dans les départements de Tulcea, Hunedoara, Gorj, Cluj et Arad, qui sont toutes menacées de destruction, "avec l'accord des agences régionales de l'environnement".

Bucarest, négligente

Gabriel Păun brandit le célèbre cas de la DN66 : cette route nationale, dont la construction est depuis des années matière à controverse, traversera en effet une zone entièrement protégée et trois sites pourtant classés Natura 2000. Les écologistes ont depuis longtemps intenté un procès à l'Etat. Procès dont le verdict doit être rendu le 18 mars. Autre cas, celui d'une espèce d'oiseaux très rare, le faucon danubien, dont les trois derniers couples risquent de disparaître, en raison de la future construction d'un parc éolien et d'une carrière de granit dans le département de Tulcea. Des chantiers qui ont été approuvés "sans que des études de terrain soient correctement effectuées par les administrations de Galati et Tulcea", dénonce Tamas Papp, le président de l'ONG Milvus. "C'est d'ailleurs sans doute le moins adapté des sites pour un parc éolien puisqu'en période de migration, 10.000 rapaces et 20.000 cigognes passent par là."

L'UE pas contente

En portant plainte devant la Commission européenne et en lui demandant de prendre des mesures "légales" dans les cas où les directives européennes ont été bafouées, les associations espèrent faire enfin réagir l'Etat roumain, déjà montré du doigt à plusieurs reprises pour l'insuffisante protection de la biodiversité du pays.

Il y a quelques mois, la Commission européenne avait adressé une lettre de mise en garde à la Roumanie sur ce thème. L'UE reprochait à Bucarest d'être très en retard dans l'inventaire des sites naturels à inclure dans le programme Natura 2000 de protection de la flore et de la faune. Or, une fois classé Natura 200, un site est protégé : il n'est plus constructible et certaines activités pouvant nuire à la biodiversité, comme l'agriculture intensive par exemple, y sont interdites. Seuls 381 sites sont classés Natura 2000, soit 18% du territoire, ce qui est bien trop peu aux yeux de Bruxelles au regard de la richesse de la faune et de la flore en Roumanie. (Marion GUYONVARCH, *lepetitjournal.com*, Bucarest, lundi 15 mars 2010)

ANNONCES

Animations musicales

Si vous êtes à la recherche d'une animation musicale roumaine, voici des ensembles annoncés en tournée :

Ion MIU, le Mozart du Cymbalum, et ses virtuoses.
Accordéon; flûte de pan; flûtes de berger (fluier, caval, cornemuse; ocarina; tilinca; etc.); contrebasse...

En Suisse du 29 avril au 10 mai 2010.

En Suisse aussi, le duo **ARPEGGIATO**, Arléziana Dubail-Sîrghie, piano, orgue, clavier, et Cédric Monnin, flûte de pan, propose des airs populaires roumains et classiques.

Renseignements auprès de **Cédric Monnin**, Rue du Clos 17, 2034 Peseux, 076/324 30 92; flutedepan@sunrise.ch.

Par ailleurs, la **FANFARE CIOCARLIA** Gypsy brass band sera également en tournée en mai et juillet.

Organisation: Asphalt Tango Management : agency@asphalt-tango.de / www.asphalt-tango.de.

Merci d'annoncer au Secrétariat des concerts ou autres manifestations publiques que vous organisez.

Des membres et amis d'OVR-CH seront heureux d'être tenus au courant pour y assister.

Lecture

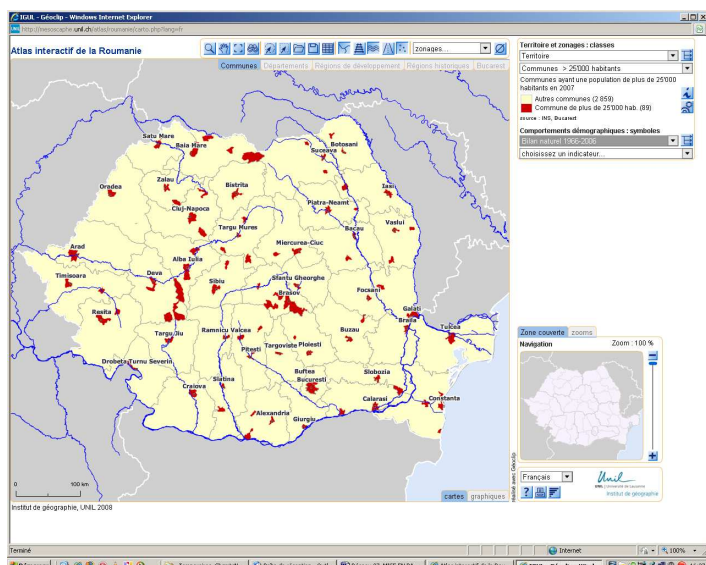
Jil SILBERSTEIN, Roumanie, prison des âmes, 400 pages, Editions Noir sur Blanc.

Une première publication des carnets de route et impressions des principaux événements politiques et sociaux, recueillis lors de deux voyages humanitaires, en janvier et août 1990, est complétée dans la réédition 2010 des notes prises lors de deux voyages anniversaires : pour les dix ans de la Révolution, en 1999, et à l'automne de 2009, après l'entrée de la Roumanie dans l'Union européenne.

Un document fait de rencontres et de fidélité.

Cinéma roumain

Le réalisateur roumain **Cristian MUNGIU** avait reçu la Palme d'or à Cannes, en 2007, pour « *4 mois, 3 semaines et 2 jours* ». Son dernier film, les « *Contes de l'âge d'or* » est déjà considéré par la presse comme un des meilleurs films de 2010 ! Avec l'humour et l'autodérision qui a permis aux Roumains de rester la tête hors de l'eau pendant les pires années de l'ère Ceaușescu – appelées l'« Age d'or » –, l'auteur restitue cette atmosphère pesante au travers de plusieurs sketches, à la fois tragiques dans le fond et comiques dans la forme. Le Comité ne saurait trop vous recommander de le voir si vous en avez la possibilité. Vous ne serez pas déçus !



Capture d'écran montrant, à titre d'exemple, les communes ayant une population de plus de 25 000 habitants en 2007

Atlas interactif de la Roumanie

Micheline Cosinschi, de la Faculté des Géosciences et de l'environnement, Institut de Géographie, à l'UNIL, nous signale la parution d'un premier « Atlas interactif de la Roumanie ».

La cartographie interactive, proposée autour d'une sélection d'indicateurs à l'échelle des communes de la Roumanie, permet d'accéder à des informations sur les territoires, que ce soit les facteurs clés qui caractérisent le développement, ceux qui concourent au lien social et à l'attachement des populations à leur territoire, les cohésions des territoires en termes de mailages publics ou les performances territoriales de développement durable.

Les niveaux géographiques intégrés sont les suivants: les communes, les départements, les régions de développement, les régions historiques, et l'utilisation du territoire. Ils permettent d'entrer ses propres données dans les découpages proposés. Cf.: <http://mesoscaphe.unil.ch/atlas/roumanie/pages/>.